



Gazette Officielle de Québec

PUBLIÉE PAR AUTORITÉ.

QUEBEC OFFICIAL GAZETTE

PUBLISHED BY AUTHORITY.

PROVINCE DE QUEBEC

QUEBEC, SAMEDI, 19 SEPTEMBRE 1908.

AVIS DU GOUVERNEMENT.

Les avis, documents ou annonces reçus après midi le jeudi de chaque semaine, ne seront pas publiés dans la Gazette Officielle du samedi suivant, mais dans le numéro subséquent. 3295

Nominations

DÉPARTEMENT DU SECRÉTAIRE DE LA PROVINCE.

Québec, 13 septembre 1908.

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR en conseil de nommer Conseillers en Loi du Roi, par commission, sous le grand Sceau de la province, les personnes dont les noms suivent :

Section de Montréal.—MM J. L. Archambault, Montréal, et Clovis Laporte, Montréal. 3457

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, de révoquer la commission pour la décision sommaire des petites causes, en date du 23e jour de novembre 1901, pour la paroisse de Sainte-Adèle, comté de Terrebonne, et de nommer, par commission, en date du 10 septembre 1908, MM. P. Hector Pépin, propriétaire de moulins, Nôé Legault, manufacturier, Joseph Lacasse marchand, Edmond Longpré, secrétaire trésorier, Adélard Maillé, marchand, Hormidas P. Lefleur, cultivateur, de la paroisse de Sainte-Adèle, commissaires de la dite cour. 3455

PROVINCE OF QUEBEC

QUEBEC, SATURDAY, 19th SEPTEMBER, 1908

GOVERNMENT NOTICES

Notices, documents or advertisements received after noon on Thursday of each week, will not be published in the Official Gazette of the Saturday following, but in the next number. 3296

Appointments

PROVINCIAL SECRETARY'S DEPARTMENT.

Quebec, 13th September, 1908.

His Honor the LIEUTENANT-GOVERNOR in council has been pleased, to appoint the following gentlemen King's Counsel, by commission, under the great Seal of the province.

Montreal section.—Messrs. J. L. Archambault, Montreal, and Clovis Laporte, Montreal. 3458

His Honor the LIEUTENANT-GOVERNOR has been pleased, to revoke the commission for the summary trial of small causes, dated the 23rd day of November, 1901, for the parish of Sainte-Adèle, comté of Terrebonne, and to appoint, by commission, dated the 10th of September, 1908, Messrs. P. Hector Pépin, mill owner, Nôé Legault, manufacturer, Joseph Lacasse, merchant, Edmond Longpré, secretary treasurer, Adélard Maillé, merchant, Hormidas P. Lefleur, farmer, of the parish of Sainte-Adèle, commissioners of the said court. 3456

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par ordre en conseil, en date du 10 septembre 1908, de nommer M. Denis Berthiaume, médecin, de Saint-Jérôme, coroner, pour le district de Terrebonne.

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par ordre en conseil, en date du 5 septembre 1908, de nommer M. Arthur Desjardins, avocat, de la cité de Hull, recorder, de la cité de Hull.

3473

Québec, 16 septembre 1908.

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, le 15 septembre 1908, de nommer MM. Alexandre St. Pierre, Emile St. Pierre et Georges Chamberland, estimateurs de la municipalité du village de Saint Moïse, comté de Matane, en vertu des dispositions de l'article 177 du code municipal.

Québec, 16 septembre 1908.

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, le 15 septembre 1908, de nommer MM. François Bilodeau, Gédéon Lemelin et Gervais Bilodeau, estimateurs de la municipalité de Saint-Fabien-Panet, comté de Montmagny, en vertu des dispositions de l'article 728 du code municipal.

3487

Proclamations

Canada,
Province of }
Québec.
[L. S.]

L. A. JETTÉ.

EDOUARD VII, par la Grâce de Dieu, Roi du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, et des possessions britanniques au-delà des mers, Défenseur de la Foi, Empereur des Indes.

A tous ceux à qui ces présentes parviendront ou qu'icelles pourront concerner—SALUT :

PROCLAMATION

LOMER GOUIN, } ATTENDU que MM.
Procureur-Général } Chs. H. Giroux, P.
J. O. Rousseau, F. H. St. Germain et P. A. Papillon, commissaires dûment nommés pour les fins du chapitre premier du titre neuf des statuts refondus de la province de Québec, dans et pour le diocèse catholique romain de Nicolet, dans Notre province de Québec, tel que canoniquement reconnu et érigé par les autorités ecclésiastiques, ont, sous l'autorité des dits statuts, fait un rapport de leur opinion au lieutenant-gouverneur de Notre dite province de Québec, accompagné d'un *procès-verbal* de leurs procédés, par lequel ils décrivant et déterminent les limites et bornes qu'ils croient le plus convenable d'assigner à la paroisse de Sainte-Cécile, dans le comté de Nicolet, dans le dit diocèse susdit, comme suit, savoir :

La paroisse de Sainte-Cécile, dans le comté de Nicolet, qui est un démembrement de la paroisse de Saint Pierre les Becquets, dans le même comté, comprend :

1° Tous les lots de la troisième concession, ou rang Sainte-Cécile, de la seigneurie de Lévrard, soit ceux depuis y compris le No 260 jusqu'au No 398 inclusivement du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Pierre les Becquets ;

2° Dans la quatrième concession, ou rang Saint-François, de la même seigneurie, les lots depuis y compris le No 445 jusqu'au No 502 inclusivement du cadastre officiel de la susdite paroisse de Saint-Pierre les Becquets.

A CES CAUSES, Nous avons confirmé, établi et reconnu, et par les présentes confirmons, établissons et reconnaissons les limites et bornes de la paroisse de Sainte-Cécile ci-dessus décrites ;

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, by order in council, dated the 10th September, 1908, to appoint Mr. Denis Berthiaume, physician, of Saint Jérôme, coroner, for the district of Terrebonne.

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, by order in council, dated the 5th September, 1908, to appoint Mr. Arthur Desjardins, advocate, of the city of Hull, recorder, of the city of Hull.

3474

Quebec, 16th September, 1908.

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, on the 15th September, 1908, to appoint Messrs. Alexandre St. Pierre, Emile St. Pierre and Georges Chamberland, valuers for the municipality of the village of Saint Moïse, county of Matane, under the provisions of article 177 of the municipal code.

Quebec, 16th September, 1908.

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, on the 15th of September, 1908, to appoint Messrs. François Bilodeau, Gedeon Lemelin and Gervais Bilodeau, valuers of the municipality of Saint Fabien Panet, county of Montmagny, under the provisions of article 728 of the municipal code.

3487

Proclamations

Canada,
Province of }
Québec.
[L. S.]

L. A. JETTÉ.

EDWARD THE SEVENTH, by the Grace of God, of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, and of British Dominions beyond the Seas, King, Defender of the Faith, Emperor of India.

To all to whom these presents shall come or whom the same may concern—GREETING :

PROCLAMATION.

LOMER GOUIN, } WHEREAS Messrs. Cha.
Attorney General } H. Giroux, P. J. O.
Rousseau, F. H. St. Germain and P. A. Papillon, commissioners duly appointed for the purposes of chapter first of title nine of the Revised Statutes of the province of Quebec, in and for the Roman Catholic diocese of Nicolet, in Our province of Quebec, canonically acknowledged and erected by the ecclesiastical authorities, have, under the authority of the said statutes, made to the Lieutenant Governor of Our said province of Quebec, a return of their opinion, with a *procès verbal* of their proceedings, by which they describe and declare the limits and boundaries which they think most expedient to be assigned to the parish of Sainte Cécile, in the county of Nicolet, in the said Roman Catholic Diocese of Nicolet, to be as follows, that is to say :

The parish of Sainte Cécile, in the county of Nicolet, which is a dismemberment of the parish of Saint Pierre les Becquets, in the same county, comprises :

1. All the lots of third concession or range Sainte Cécile, of the seigniorie of Lévrard, or those from and including the No. 260 to No. 398 inclusively of the official cadastre of the parish of Saint Pierre les Becquets ;

2. In the fourth concession or range Saint François, of the same seigniorie, the lots from and including the No. 445 to No. 502 inclusively, of the official cadastre of the said parish of Saint Pierre les Becquets.

NOW KNOW YE, that We have confirmed, established and recognized, and by these presents do confirm, establish and recognize the aforesaid limits and boundaries of the parish of Sainte Cécile aforesaid ;

Et Nous avons ordonné et déclaré, et par les présentes ordonnons et déclarons que la paroisse de Sainte-Cécile décrite comme susdit, sera une paroisse pour toutes les fins civiles en conformité des dispositions des susdits statuts.

De tout ce que dessus tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes peuvent concerner sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre nos présentes Lettres Patentes, et à icelles fait apposer le grand Sceau de Notre Province de Québec : TÉMOIN, Notre Très Fidèle et Bien-Aimé l'Honorable Sir LOUIS A. JETTE, Chevalier, Commandeur de Notre Ordre Très distingué de Saint-Michel et Saint-George, Lieutenant-Gouverneur de la Province de Québec.

A Notre Hôtel du Gouvernement, en Notre Cité de Québec, dans Notre dite Province de Québec, ce ONZIÈME jour de SEPTEMBRE, dans l'année de Notre-Seigneur, mil neuf cent huit, et dans la huitième année de Notre Règne.

Par ordre,

JOS. BOIVIN,
Sous-secrétaire de la province.

3469

Canada,
Province de
Québec.
(L. S.)

L. A. JETTÉ.

EDOUARD VII, par la Grâce de Dieu, Roi du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, et des possessions britanniques au-delà des mers, Défenseur de la Foi, Empereur des Indes.

A tous ceux à qui ces présentes parviendront ou qu'icelles pourront concerner—SALUT :

PROCLAMATION.

LOMER GOUIN, } ATTENDU que la
Procureur-Général. } clause deuxième de
la loi 8 Ed. VII, ch. 43, intitulée : " Loi relative
aux magistrats de police ", décrète que cette loi
entrera en vigueur le jour qu'il plaira au lieutenant-
gouverneur en conseil de fixer par proclamation.

ET ATTENDU qu'il Nous a plu de fixer lundi, le vingt et unième jour du mois de septembre courant, pour la mise en vigueur de cette loi.

A CES CAUSES, de l'avis et du consentement du Conseil Exécutif de Notre province, Nous avons réglé et ordonné, et, par les présentes réglons et ordonnons que la loi 8 Ed. VII, ch. 43, intitulé : " Loi relative aux magistrats de police ", entrera en vigueur lundi, le vingt et unième jour du mois de septembre courant.

De tout ce que dessus tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes pourront concerner, sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes Lettres Patentes, et à icelles fait apposer le grand Sceau de Notre dite Province de Québec : TÉMOIN, Notre Très Fidèle et Bien-Aimé l'Honorable Sir LOUIS A. JETTE, Chevalier, Commandeur de Notre Ordre Très distingué de Saint-Michel et Saint-George, Lieutenant-Gouverneur de Notre Province de Québec.

A Notre Hôtel du Gouvernement, en Notre cité de Québec, dans Notre dite Province de Québec, ce QUATORZIÈME jour de SEPTEMBRE dans l'année de Notre-Seigneur, mil neuf cent huit, et dans la huitième année de Notre Règne.

Par ordre,

JOS. BOIVIN,
Sous secrétaire de la province.

3471

And We have erected and declared, and by these presents erect and declare the said parish of Sainte Cécile to be a parish for all civil purposes, agreeably to the provisions of the aforesaid statutes.

Of all which Our loving subjects and all others whom these presents may concern, are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent, and the great Seal of Our Province of Québec to be hereunto affixed : WITNESS, Our Right Trusty and Well-Beloved the Honorable Sir LOUIS A. JETTE, Knight, Commander of Our Most Distinguish Order of Saint Michael and Saint Georges, Lieutenant Governor of Our Province of Québec.

At Our Government House, in Our City of Québec, in Our said Province, this ELEVENTH day of SEPTEMBER, in the year of Our Lord, on thousand nine hundred and eight, and in the eighth year of Our Reign.

By command,

JOS. BOIVIN,
Deputy Provincial Secretary.

3470

Canada,
Province of
Québec.
(L. S.)

L. A. JETTÉ.

EDWARD THE SEVENTH, by the Grace of God, of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, and of the British Dominions beyond the Seas, King Defender of the Faith, Emperor of India.

To a to whom these presents shall come or whom the same may concern—GREETING :

PROCLAMATION.

LOMER GOUIN, } WHEREAS the second
Attorney General. } clause of the act 8
Ed. VII, ch. 43, intitulé : " An act respecting
Police Magistrates ", it is enacted that the said act
shall come into force on the day which the Lieuten-
ant-Governor in Council may be pleased to fix by
proclamation.

AND WHEREAS We have been pleased to fix Monday, the twenty first day of the month of September instant, as the day on which the said act shall come into force.

NOW KNOW YE, that by and with the advice and consent of the executive council of Our province, we have ruled and ordered and we do hereby rule and order, that the said act, intitulé : " An act respecting Police Magistrates ", shall come into force on the twenty first day of the month of September instant.

Of all which Our loving subjects and all others whom these presents may concern, are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent, and the Great Seal of Our said Province of Québec, to be hereunto affixed : WITNESS, Our Right Trusty and Well-Beloved the Honourable Sir LOUIS A. JETTE, Knight, Commander of Our Most Distinguished Order of Saint Michael and Saint George, Lieutenant Governor of Our Province of Québec.

At Our Government House, in Our City of Québec, in Our said Province of Québec, this FOURTEENTH day of SEPTEMBER, in the year of Our Lord, one thousand nine hundred and eight, in the eighth year of Our Reign.

By Command,

JOS. BOIVIN,
Deputy Provincial Secretary.

3472

Canada,
Province of }
Quebec.
[L. S.]

L. A. JETTE

EDOUARD VII, par la Grâce de Dieu, Roi du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, et des possessions britanniques au-delà des mers, Défenseur de la Foi, Empereur des Indes.

A Nos Très-Aimés et Fidèles Conseillers Législatifs de la Province de Québec, et à Nos Membres élus pour servir dans l'Assemblée Législative de Notre dite Province, sommés et appelés à une Assemblée de la Législature de Notre dite Province, qui devait se tenir et avoir lieu en Notre Cité de Québec, le QUATORZIEME jour de SEPTEMBRE, dans l'année de Notre-Seigneur, mil neuf cent huit, et à chacun de vous—SALUT.

PROCLAMATION.

ATTENDU que l'assemblée de la Législature de la province de Québec, se trouve convoquée pour le QUATORZIEME jour du mois de SEPTEMBRE mil neuf cent huit, auquel temps vous étiez tenus et il vous était enjoint d'être présents en notre cité de Québec :

SACHEZ MAINTENANT QUE, pour diverses causes et considérations, et pour la plus grande aise et la plus grande commodité de Nos bien-aimés sujets, Nous avons cru convenable, par et de l'avis de Notre Conseil Exécutif de la Province de Québec, de vous exempter, et chacun de vous, d'être présents au temps susdit, vous convoquant et par ces présentes vous enjoignant, et à chacun de vous, de vous trouver avec nous, en notre Législature de Notre dite Province, en Notre Cité de Québec, le VINGT-QUATRIEME jour du mois d'OCTOBRE prochain, et y agir comme de droit. CE A QUOI VOUS NE DEVEZ MANQUER.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait émettre Nos présentes Lettres Patentes, et à icelles fait apposer le grand Sceau de Notre dite Province de Québec : Témoin, Notre Très Fidèle et Bien-Aimé l'honorable SIR LOUIS A. JETTE, Chevalier, Commandeur de Notre Ordre Très distingué de Saint-Michel et Saint-George, Lieutenant - Gouverneur de Notre Province de Québec.

A Notre Hôtel du Gouvernement, en Notre Cité de Québec, dans Notre dite Province de Québec, ce CINQUIEME jour de SEPTEMBRE, dans l'année de Notre-Seigneur mil neuf cent huit, et de Notre Règne la huitième.

Par ordre,

L. G. DESJARDINS,

Greffier de la Couronne en Chancellerie,
Québec.

2647

Avis du Gouvernement

DÉPARTEMENT DU SECRÉTAIRE DE LA PROVINCE.

Québec, 11 septembre 1908.

Avis est par le présent donné que la compagnie "La Manufacture d'Ouvertures de Saint-Louis de Lévis" a été dissoute, conformément à la loi.

3453

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi des compagnies de Québec, 1907, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 10 septembre 1908, constituant en corporation MM. Neuville Belleau, de la cité de Québec, courtier, J. Eugène Chapleau, de Limoilou, avocat, J. Henri Boisvert, notaire, George G. Belleau, agent d'assu-

Canada,
Province of }
Quebec.
[L. S.]

L. A. JETTE

EDWARD THE SEVENTH, by the Grace of God, of the United Kingdom of Great Britain and Ireland and of the British Dominions beyond the Seas, King, Defender of the Faith, Emperor of India.

To Our Beloved and Faithful the Legislative Councillors of the Province of Quebec, and the Members elected to serve in the Legislative Assembly of Our said Province and summoned and called to a Meeting of the Legislature of Our said Province, at Our City of Quebec, on the FOURTEENTH day of the month of SEPTEMBER, in the year of Our Lord, one thousand nine hundred and eight, you and each of you.—GREETING.

PROCLAMATION

WHEREAS the Meeting of the Legislature of the Province of Quebec, stands prorogued to the FOURTEENTH day of the month of SEPTEMBER, one thousand nine hundred and eight, at which time, at Our City of Quebec, you were held and constrained to appear :

NOW KNOW YE, that for divers causes and considerations and taking into consideration the great ease and convenience of Our loving subjects, We have thought fit, by and with the advice of Our Executive Council of the Province of Quebec, to relieve you and each of you, of your attendance at the time aforesaid, hereby convoking and by these presents enjoining you and each of you, that on the TWENTY FOURTH day of the month of OCTOBER next, you meet Us, in Our Legislature of the said Province, at Our city of Quebec, and therein to do as may seem necessary. HEREIN FAIL NOT.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent, and the great Seal of Our said Province of Quebec, to be hereunto affixed: WITNESS, Our Right Trusty and Well-Beloved the Honorable SIR LOUIS A. JETTE, Knight, Commander of Our Most Distinguished Order of Saint Michael and Saint George, Lieutenant Governor of Our Province of Quebec.

At Our Government House, in Our City of Quebec, in Our said Province of Quebec, this FIFTH day of SEPTEMBER, in the year of Our Lord one thousand nine hundred and eight, and in the eighth year of Our Reign.

By command,

L. G. DESJARDINS,

Clerk of the Crown in Chancery,
Québec.

2648

Government Notices

PROVINCIAL SECRETARY'S DEPARTMENT.

Québec, 11th September, 1908.

Not ce is hereby given that "La Compagnie Manufacture d'Ouvertures de Saint-Louis de Lévis" has been dissolved, according to law.

3454

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies Act, 1907, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the province of Quebec, bearing date the 10th September, 1908, incorporating Messrs. Neuville Belleau, of the city of Quebec, broker, J. Eugène Chapleau, of Limoilou, advocate, J. Henri Boisvert, notary, Georges G. Belleau, insurance agent, and Honoré

rance, et Honoré J. Pinsonneault, comptable, tous de la cité de Québec, dans les buts suivants, savoir :

Le pouvoir d'acheter, vendre, construire, et opérer le téléphone, usine pour l'éclairage et pouvoir électrique, dans la cité de Québec et dans les comtés de Québec, Portneuf et Champlain ;

D'entrer en contrats avec d'autres compagnies et individus, de construire des usines, de téléphones, lumière et pouvoir électriques ;

De produire, transmettre et vendre l'électricité sous toutes les formes pour l'éclairage, le chauffage et pouvoir dans la dite cité de Québec et autres comtés nommés ci-haut ;

De faire de la construction et travaux d'ingénieurs ;

D'acheter, vendre et tenir du stock, débiteurs et garanties d'autres compagnies ou corporations ;

D'acheter avec ses fonds des parts dans toute autre corporation, sous le nom de "The Montcalm Construction Company", avec un capital total de cinquante mille piastres (\$50,000.00), divisé en cinq cents (500) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, dans la province sera dans la cité de Québec.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce dixième jour de septembre 1908.

JOS. BOIVIN,

Sous-secrétaire de la province.

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi des compagnies de Québec, 1907, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 10 septembre 1908, constituant en corporation MM. Thomas Lovett, médecin, Patrick Lovett, cultivateur, Ludger Gauthier, commis voyageur, Emile Racicot, marchand tailleur, J. L. Edmour Lippé, orfèvre, tous de la ville d'Acton, pour les fins suivantes, savoir :

Acquérir des terrains boisés ;

Exploiter le bois de ces terrains sous toutes formes, et de faire le commerce de bois dans toutes ses branches, dans toute la province de Québec, sous le nom de "Canadian Pulpwood Company", avec un capital total de vingt-cinq mille piastres (\$25,000.00), divisé en deux mille cinq cents (2500) actions de dix piastres (\$10.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, dans la province, sera dans la ville d'Acton.

Daté du bureau du secrétaire de la province de Québec, ce dixième jour de septembre 1908.

L. RODOLPHE ROY,

Secrétaire de la province.

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi des compagnies de Québec, 1907, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 10 septembre 1908, constituant en corporation MM. Lorne Campbell Webster, marchand, Andrew Dunlop Webster, marchand, Muriel Taylor Webster, épouse séparée de biens de Lorne Campbell Webster, marchand, William Quarrier Stobo, commis, Harry Aird, commis, tous de la cité de Québec, dans les buts suivants, savoir :

D'entreprendre tout ce qui concerne l'arrimage, le déchargement, chargement et matériel de déchargement pour les vaisseaux et chars appartenant et en opération par "The Canadian Import Company", et avec le droit de donner des parts acquittées du capital en paiement d'icelles, et d'accepter le dit outillage en paiement de souscriptions.

Avec pouvoir d'agir comme marchands généraux et commerçants et arrimeurs pour le chargement et déchargement de vaisseaux, et comme charretiers et conducteurs.

Avec pouvoir d'agir comme entrepreneurs et constructeurs de toutes sortes d'ouvrage.

Avec pouvoir d'acquiescer, de louer, de disposer, naviguer et conduire des vaisseaux, bateaux à vapeur et nature.

J. Pinsonneault, accountant, all of the city of Quebec, for the following purposes, viz :

The power to buy, sell, construct and operate telephone, electric light and power plants in the city of Quebec and in the counties of Quebec, Portneuf and Champlain ;

To enter into contracts with other companies and individuals, to construct telephones, electric light and power plants ;

To generate, transmit and sell electricity in all its forms, for the purposes of light, heat and power in the said city of Quebec and above named counties ;

To carry on a general construction and engineering business ;

To buy, sell and hold the stock, bonds and other securities of other companies and corporations ;

To buy with its funds stock in any other corporation, under the name of "The Montcalm Construction Company", with a total capital stock of fifty thousand dollars (\$50,000.00), divided into five hundred (500) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of business of the corporation in the province, will be in the city of Quebec.

Dated from the office of the provincial secretary, this tenth day of September, 1908.

JOS. BOIVIN,

Deputy Provincial Secretary.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies Act, 1907, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the province of Quebec, bearing date the 10th September, 1908, incorporating Messrs. Thomas Lovett, physician, Patrick Lovett, farmer, Ludger Gauthier, commercial traveller, Emile Racicot, merchant tailor, J. L. Edmour Lippé, goldsmith, all of the town of Acton, for the following purposes, namely :

To acquire timber lands ;

To exploit the wood of these lands in all its forms, and to deal in wood in all its branches throughout the whole province of Quebec, by the name of "Canadian Pulpwood Company", with a capital of twenty five thousand dollars (\$25,000.00), divided into two thousand five hundred (2500) shares of ten dollars (\$10.00) each.

The principal place of business of the corporation in the province of Quebec, will be in the town of Acton.

Dated at the office of the provincial secretary, this tenth day of September, 1908.

L. RODOLPHE ROY

Provincial Secretary.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies Act, 1907, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the province of Quebec, bearing date the 10th day of September, 1908, incorporating Messrs. Lorne Campbell Webster, merchant, Andrew Dunlop Webster, merchant, Muriel Taylor Webster, wife separated as to property of Lorne Campbell Webster, merchant, William Quarrier Stobo, clerk, Harry Aird, clerk, all of the city of Quebec, for the following purposes, viz :

To take over as a going concern the stevedoring, discharging, loading and unloading plant for vessels and cars, now owned and operated by the "Canadian Import Company", and with a right to give shares of fully paid up capital stock, in payment of same, and accept said plant in payment of subscriptions.

With power to act as general merchants and traders, as stevedores for the loading and unloading of vessels and as carters and teamsters.

With power to act as contractors and builders of all kinds of works.

With power to own, hire, dispose of, navigate and manage sailing vessels, and steam vessels of every nature and kind.

Avec pouvoir de louer, acquérir, hypothéquer et disposer d'immeubles et bâtiments qu'ils jugeront à propos d'acquérir.

Avec pouvoir de manufacturer, de disposer et vendre toutes marchandises, articles et marchandises de toute nature et espèces quelconques, et d'agir comme agents pour toute sorte de marchandises, articles et marchandises, comme agent à commission.

Avec pouvoir d'acquérir et posséder des parts de capital-actions d'autres compagnies incorporées ou non incorporées, et de disposer d'icelles, et de faire toute sorte d'affaires nécessaires au fonctionnement d'une compagnie de ce genre, sous le nom de "The Saint Lawrence Stevedoring Company Limited", avec un capital total de cent mille piastres (\$100,000.00), divisé en mille (1000) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation dans la province, sera dans la cité de Québec.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce dixième jour de septembre 1908.

L. RODOLPHE ROY,

Secrétaire de la province.

3461

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi des compagnies de Québec, 1907, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 10 septembre 1908, constituant en corporation MM. Nazaire Evangéliste Demers, commerçant de bois, Alphonse Demers, mesureur de bois, Edmond Paquet, comptable, tous de la paroisse de Saint-Agapit, Edmond Clovis Brochu, marchand, de la paroisse de Sainte-Agathe, Alfred Bisson, marchand et commerçant de bois, de la paroisse de Saint-Patrice, dans le but suivant, savoir :

Acheter, vendre et faire le commerce en gros et en détail de bois de toutes sortes.

Acquérir par achat ou autrement, détenir ou donner à bail, vendre ou autrement trafiquer des terrains à bois, des limites à bois, du bois debout, des pouvoirs d'eau et emplacements pour moulins, et tout autre immeuble dont la compagnie pourra avoir besoin.

Eriger, acquérir, posséder et exploiter des moulins à scie, des moulins à pulpe et à papier, et faire tout commerce en découlant ou s'y rattachant généralement.

Emprunter de l'argent et en garantir le paiement par bons, billets, hypothèques ou autrement.

Acheter ou posséder autrement en tout ou en partie, l'actif et le passif de toute personne ou compagnie faisant les mêmes affaires que la compagnie projetée sera autorisée à faire, sous le nom de "The Beaurivage Lumber Company", avec un capital total de vingt-cinq mille piastres (\$25 000.00) divisé en deux cent cinquante (250) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, dans la province de Québec, sera dans la paroisse de Saint-Agapit, comté de Lotbinière.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce dixième jour de septembre 1908

L. RODOLPHE ROY,

Secrétaire de la province.

3459

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi des compagnies de Québec, 1907, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du trente-unième jour d'août 1908, constituant en corporation MM. J. Ernest Hallé, huissier, et Pierre N. Gariépy, forgeron, tous deux de La Patrie, dans le canton de Ditton, province de Québec, et George Prévost, Emile Gagnon et Remy Villeret, tous trois de Emberton, canton de Emberton, province de Québec, mineurs.

Chercher, ouvrir, explorer, développer, travailler, améliorer, maintenir et conduire des mines d'or, d'argent, de cuivre, de charbon, de fer et autres mines, minéraux et autres dépôts et propriétés et de creuser, lever, écraser, laver, fondre, essayer,

With power to lease, acquire, hypothecate, and dispose of immovable properties and buildings which they may see fit to acquire.

With power to manufacture and dispose of and sell goods, wares and merchandises of every nature and kind whatsoever, and to act as agents for all kinds of goods, wares and merchandise, and as commission agents.

With power to acquire, hold shares in the capital stock of other companies, incorporated, or-unincorporated and to dispose of same, and generally to do all such things as are necessary for the carrying out of the objects of the company, under the name of "Saint Lawrence Stevedoring Company. Limited", with a total capital stock of one hundred thousand dollars (\$100,000.00), divided into one thousand (1000) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of business of the corporation in the province, shall be in the city of Quebec.

Dated from the office of the provincial secretary, this tenth day of September, 1908.

L. RODOLPHE ROY,

Provincial Secretary.

3462

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies Act, 1907, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the province of Quebec, bearing date the tenth day of September, 1908, incorporating Messrs. Nazaire Evangéliste Demers, lumber merchant, Alphonse Demers, culler, Edmond Paquet, accountant, all of the parish of Saint-Agapit, Edmond Clovis Brochu, merchant, of the parish of Sainte Agathe, Alfred Bisson, trader and lumber merchant, of the parish of Saint Patrick, for the following purpose, namely :

To buy, sell and deal wholesale and retail in lumber of all kinds.

To acquire by purchase or otherwise, to hold or lease, sell or otherwise traffic in wood lands, timber limits, standing timber, water powers, mill sites, and any other immovables which the company may need.

To build, acquire, own and operate saw mills, pulp and paper mills, and to carry on the trade resulting therefrom a connected therewith generally.

To borrow money and guarantee the payment of it by bonds, notes, mortgages or otherwise.

To buy or hold otherwise wholly partly, the assets and debts of any other person or company dealing in the same business as the projected company will be authorized to do, by the name of "The Beaurivage Lumber Company", with a total capital of twenty five thousand dollars (\$25,000.00) divided into two hundred and fifty (250) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of business of the corporation in the province of Quebec, shall be in the parish of Saint Agapit, county of Lotbinière.

Dated at the office of the provincial secretary's, this tenth day of September, 1908.

L. RODOLPHE ROY,

Provincial Secretary

3460

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies Act, 1907, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the province of Quebec, bearing date the thirty first day of August, 1908, incorporating Messrs. J. Ernest Hallé, bailiff, and Pierre N. Gariépy, blacksmith, both of La Patrie, in the township of Ditton, province of Quebec, and George Prévost, Emile Gagnon and Remy Villeret, all three of Emberton, township of Emberton, province of Quebec, miners.

To prospect for, open, explore, develop, work, improve, maintain, and manage gold, silver, copper, coal, iron and other mines, mineral and other deposits and properties and to dig for, raise, crush, wash, smelt, assay, analyze, reduce and amalgamate

analyser, réduire et amalgamer, et autrement traiter les métaux et minéraux appartenant ou non à la compagnie et les rendre propices pour le commerce, et de les vendre ou toute partie ou intérêt d'iceux, et en disposer autrement.

Acquérir par achat, bail, concession, licence, échange ou autre titre légal, des mines, terrains miniers, droits, propriétés minières ou tout intérêt y ayant rapport, métaux et minéraux et droits de mines, options, pouvoirs, privilèges, eau et autres droits, droits de patentes, lettres patentes d'inventions, opérations et machines ou autres inventions indispensables ou conditionnelles, soit solidairement ou conjointement avec autres, et comme principaux, agents, entrepreneurs ou autrement, et de louer, hypothéquer, placer sous licence, vendre, en disposer et faire autrement le commerce d'iceux ou toute partie d'iceux ou tout intérêt y ayant rapport.

Construire, maintenir, améliorer, faire travailler et mettre en opération, sur la propriété de la compagnie, ou sur la propriété contrôlée par la compagnie, des tramways, lignes de télégraphe ou de téléphone, réservoirs, écluses, canaux, chemins de course et autre, pouvoirs d'eau, aqueducs, puits, chemins, jetées, quais, bâtisses, boutiques, bocards et autres travaux et machines, matériel et fournitures électriques ou autres de toute description; acheter, vendre, manufacturer et faire le commerce de toutes sortes de marchandises, effets, fournitures, provisions, biens et effets requis par la compagnie ou par ses ouvriers ou serviteurs.

Construire, acquérir, posséder, affréter, naviguer et employer des vaisseaux à vapeur ou autres.

Prendre, acquérir et posséder comme considération de minéraux et métaux, ou minéraux vendus, ou en disposer autrement ou pour effets fournis, ou par travail fait par contrat ou autrement, des actions, débentures, obligations ou autres garanties de la compagnie ou de toute autre compagnie ayant les mêmes objets que ceux de la compagnie incorporée en vertu de cette loi et de les vendre ou en disposer autrement.

Faire aucun arrangement de partage de profits, union d'intérêts ou coopération avec toute autre personne ou compagnie faisant ou étant sur le point de faire aucune affaire ou transaction qui peuvent être au bénéfice d'une compagnie incorporée en vertu de cette loi.

Acheter ou acquérir autrement et entreprendre ou en aucune partie de l'actif, affaires, propriétés, privilèges, contrats, droits, obligations et dettes d'aucune personne ou compagnie faisant aucune partie des affaires qu'une compagnie incorporée en vertu de cette loi est autorisée à faire, ou possédant une propriété convenable pour les fins d'iceux.

Faire tous les actes, affaires, et choses en rapport ou nécessaires au progrès des susdits objets ou aucun d'eux, sous le nom de "The Prospect Hill Gold Mining Company", avec un capital total de vingt mille piastres (20,000.00), divisé en quatre mille (\$4,000) actions de cinq piastres (\$5.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation dans la province, sera à "La Patrie", dans le canton de Ditton.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce trente unième jour d'août 1908.

L. RODOLPHE ROY,

Secrétaire de province.

3387-2

Québec, 8 septembre 1908.

Avis est par le présent donné qu'une requête a été présentée à Son Honneur le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, par Jos. R. Lionel Lemieux, écuyer, notaire public, pratiquant et demeurant en la ville de Lévis, district de Québec, par laquelle il demande le transfert, en sa faveur, des minutes, répertoire et index de feu Evariste Lemieux, en son vivant notaire public, de Lévis, district susdit, conformément aux dispositions du code du notariat.

L. RODOLPHE ROY,

Secrétaire de la province,

3399-2

and otherwise treat ores, metals and minerals, whether belonging to the company or not and to render the same merchantable, and to sell and otherwise dispose of the same, or any part thereof, or any interest therein.

To acquire by purchase, lease, concession, licence, exchange or other legal title, mines, mining lands, easements, mineral properties, or any interest therein, minerals and ores and mining claims, options, powers, privileges, water and other rights, patent rights, letters patent of invention, processes and mechanical or other contrivances, and either absolutely or conditionally and either solely or jointly with others, and as principals, agents, contractors or otherwise, and to lease, mortgage, place under license, hypothecate, sell, dispose of and otherwise deal with the same or any part thereof or any part therein.

To construct, maintain, alter, make, work and operate on the property of the company or on property controlled by the company, tramways, telegraph or telephone lines, reservoirs, dams, flumes, race and other ways, water powers, aqueducts, wells, roads, piers, wharves, buildings, shops, stamping mills, and other works and machinery, plant, and electrical and other appliances of every description, and to buy, sell, manufacture and deal in all kinds of goods, stores, implements, provisions, chattels and effects required by the company or its workmen or servants.

To build, acquire, own, charter, navigate and use steam or other vessels.

To take, acquire, and hold as the consideration for ores, metals or minerals sold or otherwise disposed of, or for goods supplied, or for work done by contract or otherwise, shares, debentures, bonds or other securities of or in any other company having objects similar to those of the company incorporated under this act, and to sell or otherwise dispose of the same.

To enter into any arrangement for sharing profits, union of interests, or co-operation with any other person or company carrying on or about to carry on any business or transaction which may be of benefit to a company incorporated under this act.

To purchase or otherwise acquire and undertake all or any part of the assets, business, property, privileges, contracts, rights, obligations, and liabilities of any person or company carrying on any part of the business which a company incorporated under this act is authorized to carry on or possessed of property suitable for the purposes thereon.

To do all such acts matters and things as are incidental or necessary to the due attainment of the above objects, or any of them, under the name of "The Prospect Hill Gold Mining Company", with a total capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into four thousand shares (4000) of five dollars (\$5.00) each.

The principal place of business of the corporation in the province, shall be at "La Patrie" in the township of Ditton.

Dated from the office of the provincial secretary this thirty first day of August, 1908.

L. RODOLPHE ROY,

Provincial Secretary.

3388

Québec, 8th September, 1908.

Notice is hereby given that a petition has been presented to His Honor the Lieutenant Governor of the province of Quebec, by Jos. R. Lionel Lemieux, esquire, notary public, practising and residing in the town of Lévis, in the district of Quebec, asking for the transfer in his favor of the minutes, repertory and index of the late Evariste Lemieux, in his lifetime notary public, of Lévis, in the said district, in accordance with the provisions of the notarial code.

L. RODOLPHE ROY,

Provincial Secretary.

3400

EXTRAITS DES REGLES ET REGLEMENTS
DU CONSEIL LEGISLATIF.*Relatifs aux avis de Bill Privés*

53. Toute demande de bills privés qui sont proprement du ressort de la Législature de la province de Québec, suivant les dispositions de l'acte de l'Amérique Britannique du Nord, 1867, clause 53, pour la construction d'un pont, d'un chemin de fer, d'un chemin à barrières, ou d'une ligne télégraphique; soit pour la construction ou l'amélioration d'un havre, canal, écluse, digue ou glissoire, ou autres travaux semblables, soit pour l'octroi d'un droit de traversée, la construction d'usines ou travaux pour fournir du gaz ou de l'eau, l'incorporation de professions, métiers ou de compagnies à fonds social; incorporation d'une cité, ville, village, ou autre municipalité, l'imposition d'aucune taxe locale, la division d'aucun comté, pour toutes autres fins que celle de la représentation en parlement ou d'aucun canton, le changement de site d'aucun chef-lieu, ou d'aucun bureau local, les règlements concernant toute commune, le re-arpentage de tout canton, ligne ou concession, ou pour octroyer à qui que ce soit des droits ou privilèges exclusifs ou particuliers ou pour la permission de faire quoi que ce soit qui pourrait compromettre les droits ou la propriété d'autres individus, ou se rapportant à une classe particulière de la société; ou pour faire aucun amendement d'une nature semblable à un acte antérieur, — exige la publication d'un avis, spécifiant clairement et distinctement la nature et l'objet de la demande, savoir :

Un avis inséré pour la *Gazette Officielle*, en français et en anglais, et dans un journal publié en anglais et dans un autre publié en français, dans le district duquel s'applique la mesure demandée, ou dans l'une ou l'autre langue, s'il n'y a qu'un seul journal ou s'il n'y existe pas de journal, la publication (dans les deux langues) se fera dans la *Gazette Officielle* et dans le journal d'un district voisin.

Ces avis seront continués, dans chaque cas, pendant une période d'au moins un mois durant l'intervalle de temps écoulé entre la clôture de la session précédente et la prise en considération de la pétition.

54. — Avant d'adresser à la chambre aucune pétition demandant la permission de présenter un bill privé pour la construction d'un pont de péage, les personnes se proposant de faire cette pétition, devront, en donnant avis prescrit par la règle précédente, et de la même manière donner aussi avis des péages qu'elles se proposent d'exiger, de l'étendue du privilège de la hauteur des arches, de l'espace entre les culées ou piliers pour le passage des radeaux et navires, et mentionner aussi si elles ont l'intention de construire un pont-tournant ou non, et les dimensions de ce pont-tournant.

60. — Les dépenses et les frais occasionnés par des bills privés conférant quelque privilège exclusif, ou pour tout autre objet de profit ou pour l'avantage d'un particulier, d'une corporation ou d'individus, ou pour amender ou étendre des actes antérieurs, de manière à conférer des pouvoirs additionnels, ne doivent pas retomber sur le public; conséquemment les parties qui désirent obtenir ces bills sont obligées de payer au bureau des bills privés la somme de deux cents piastres, immédiatement après leur première lecture. Tous ces bills doivent être rédigés dans les langues anglaise et française, par ceux qui les demandent, et imprimés par l'entrepreneur de l'impression des bills de la chambre, et 250 exemplaires en français et 100 en anglais de ces bills doivent être déposés au bureau des bills privés, et s'il y a des amendements, lors de la seconde lecture, qui nécessitent une réimpression du bill, ceux qui en demandent la passation devront déposer au bureau des bills privés 250 exemplaires en français, et 100 en anglais, du bill tel qu'amendé; et de plus, aucun de ces bills ne doit être soumis au comité des Bills Privés avant la production d'un certificat d'un des officiers en loi constatant que le projet de loi a été examiné et jugé conforme aux lois générales et aux

EXTRACTS OF RULES AND REGULATIONS
OF THE LEGISLATIVE COUNCIL*Relating to notices for Private Bills.*

53. — All application for private bills, properly within the range of the powers of the Legislature of the Province of Quebec, according to the provisions of the act of British North America, 1867, clause 53, whether for the construction of a bridge, a railway, a turnpike road or telegraph line, the construction or improvement of a harbor, canal, lock, dam or slide, or other like works the granting of a right of ferry, the construction of works for supplying gas or water, the incorporation of any particular profession or trade, or of any joint stock companies, the incorporation of a city town, village or other municipality, the levying of any local assessment, the division of any county, for purposes other than that of representation in parliament, or of any township, the removal of the site of any county, town, or of local offices; the regulation or any common the resurvey of any township, line or concession, or otherwise for granting to the individual or individuals any exclusive or peculiar rights or privileges whatever, or for doing any matter or thing which in its operation would affect the rights or property of other parties, or relate to any particular class of the community or for making any amendment of a like nature to any former act, — shall require a notice, clearly and distinctly specifying the nature and object of the application, to be published as follows, viz :

A notice inserted in the *Official Gazette*, in the english and french languages, and in one news paper in the english, and one newspaper in the french language in the district affected, or in both languages, if there be but one paper; or if there be no paper published therein, then (in both languages) in the *Official Gazette* and in a paper published in an adjoining district.

Such notices shall be continued in each case for a period of at least one month, during the interval of time between the close of the next preceding session and the consideration of the petition.

54. — Before any petition praying for leave or bring in a private bill for the erection of a toll bridge is presented to the house, the person or persons intending to petition for such bill shall up giving the notice prescribed by the preceding rule, also at the same time, and in the same manner, give notice of the rates which they intend to ask, the extent of the privilege, the height of the arches, the interval between the abutments or piers for the passage of rafts and vessels and mentioning also whether they intend to erected drawbridges or not, and the dimensions for the same.

60. — The expenses and costs attending private bills giving an exclusive privilege or for any other object of profit, or private, corporate, or individual advantage, or for amending extending or enlarging any former acts, in such manner as to confer additional powers, ought not to fall on the public, accordingly, the parties seeking to obtain any such bill shall be required to pay into the private bill office the sum of two hundred dollars, immediately after the first reading thereof. All such bills shall be prepared in the english and french languages, by the parties applying for the same, and printed by the contractor for printing the bills of the house, and two hundred and fifty copies thereof in french, and one hundred in english, shall be filed at the private bill office, and if any amendments be made at the second reading, which shall require the reprinting of the bill, the parties seeking to obtain the passing of the bill shall file in the private bill office two hundred and fifty additional copies in french, and one hundred copies in the english language, of the bill as amended; and moreover, no such bill shall be submitted to the committee on standing orders and private bill before the production of a certificate from one of the

règlements de cette Chambre, ni être u pour la troisième fois avant que le greffier n'ait reçu un certificat de l'imprimeur du Roi, déclarant qu'il lui a été fait remise du coût de l'impression de 250 exemplaires de la version anglaise de l'acte, et de 500 de la version française, pour le gouvernement

Le promoteur doit aussi payer u comptable de la Chambre une somme de \$200, eten sus le coût de l'impression du bill dans le volume des statuts, de déposer le reçu de ces paiements entre les mains du greffier du comité, auquel le bill est renvoyé.

Si un exemplaire du bill n'a pas été déposé entre les mains du greffier au moins huit jours avant l'ouverture de la session, et si la pétition n'est pas présentée dans les premiers huit jours de la session, la somme à être payée au comptable sera de cinq cents piastres, s'il s'agit d'une compagnie de chemin de fer, de tramway, de télégraphe, de téléphone, d'éclairage, d'octroyer une charte à une cité ou à une compagnie à fonds social, ou d'amender telle charte, et de trois cents piastres dans les autres cas.

2.—L'honoraire payable lors de sa seconde lecture d'un bill privé, n'est payé qu'à celle des chambres où il a été présenté, mais les frais d'impression doivent être payés dans chaque chambre.

LOUIS FRECHETTE,
G. C.

3297

ASSEMBLEE LEGISLATIVE.

Bills privés

51. Toute demande de bills privés dont la matière tombe dans les attributions de la Législature de Québec, conformément à l'esprit de l'Acte de l'Amérique Britannique du Nord, 1867, soit pour la construction d'un pont, d'un chemin de fer, d'un tramway, d'un chemin à barrières, ou d'une ligne télégraphique ou téléphonique, soit pour la construction ou l'amélioration d'un hâvre, canal, écluse, digue, glissoire, ou autres travaux semblables ; soit pour la concession d'un droit de passage d'une rive à l'autre, soit pour l'incorporation d'une compagnie à fonds social d'un commerce ou d'un métier particulier, soit pour l'incorporation d'une cité, ville, village, ou autre municipalité, soit pour le prélèvement d'une cotisation locale, soit pour la division d'une municipalité ou d'un comté, pour des fins autres que celle de la représentation dans la Législature, soit pour le changement de chef-lieu, ou le déplacement des bureaux publics d'un comté, soit pour le réarpentage d'un canton, ou d'une délimitation ou concession de canton, soit pour concéder à un ou plusieurs individus des droits ou privilèges exclusifs ou particuliers, pour les autoriser à faire quoi que ce soit pouvant affecter les droits ou la propriété d'autres personnes, ou pouvant concerner une classe particulière de la société, ou pour faire un amendement de même nature à une loi déjà en vigueur, doit être précédée d'un avis établissant clairement et distinctement la nature et l'objet de la demande.

2. Cet avis doit, sauf dans le cas de corporations existantes, être signé de la part de ceux qui font la demande, et doit être publié dans la *Gazette Officielle de Québec*, en anglais et en français, ainsi que dans un journal français et dans un journal anglais du district que le bill concerne ; et s'il n'y a ni journal français ni journal anglais dans ce district, alors l'avis doit être publié dans un journal français ou dans un journal anglais d'un district voisin.

3. Dans chacun de ces cas, cet avis doit être republié sans interruption, pendant au moins un mois, dans l'intervalle, entre la clôture de la session précédente et la prise en considération, de la pétition ; et des exemplaires des journaux contenant la première et la dernière insertion de l'avis doivent être envoyés au greffier par ceux qui l'ont publié, afin d'être déposés au bureau du comité des Ordres permanents.

law officers that such bill has been examined and been found to be in conformity with the general laws and the rules of this House, nor shall it be read a third time until a certificate from the King's printer shall have been filed with the clerk, that the cost of printing two hundred and fifty of the act in english and five hundred copies in french, for the government, has been paid him.

The applicant shall also pay to the accountant of the House a sum of \$200, and further more the cost of printing the bill for the Statutes, and shall lodge the receipt for the same with the Clerk of the Committee, to which such bill is referred.

If a copy of the Bill have not been deposited in the hands of the clerk at least eight days before the opening of the session, and if the petition have not been presented within the first eight days of the session, the amount to be paid to the accountant shall be five hundred dollars, if it relates to a railway, tramway, telegraph, telephone or lighting company, to incorporate a city or joint stock company, or to amend such act of incorporation, and of three hundred dollars in all other cases.

2.—The fee payable on the second reading of any private bill is paid only in the house in which such bill originates, but the costs of printing the same is paid in each house.

LOUIS FRECHETTE,
C. L. C.

3298

LEGISLATIVE ASSEMBLY.

Private Bills

51. All application for Private Bills, properly the subject of legislation by the Legislature of Quebec within the perview of "The British North America Act 1867," whether for the erection of a Bridge ; the making of a Railway, Tramway, Turnpike Road, Telegraph or Telephone Line ; the construction of improvement of a Harbor, Canal, Lock, Dam, Slide, or other like work ; the granting of a right of Ferry ; the incorporation of any particular Trade or Calling, or of any Joint Stock Company ; the incorporation of a City, Town, Village or other Municipality ; the levying of any local Assessment ; the division of any Municipality or of any County for purposes other than that of the representation in the Legislature ; the removal of the site of a County Town or of any local Offices, the re-survey of any Township, or of any Township Line or Concession ; or for granting to any individual or individuals any exclusive or peculiar Rights or Privileges whatever, or for doing any matter or thing which in its operation would affect the rights or property of other parties, or which relate to any particular class of the community ; or for making any Amendment of a like nature to any existing Act,—shall require a Notice clearly and distinctly specifying the nature and object of the application

2. Such Notice, except in the case of existing Corporation, shall be signed on behalf of the Applicants, and shall be published in the *Quebec Official Gazette*, in the english and french languages, and in one newspaper in the english, and in one newspaper in the french language, in the district affected ; and in default of either of such newspaper in such district, then in a similar newspaper published in an adjoining district.

3. Such notice shall be continued, in each case, for a period of at least one month during the interval of time between the close of the next preceding Session and the consideration of the petition ; and copies of the newspaper containing the first and last insertion of such notice, shall be sent by the parties who inserted such Notice to the Clerk of the House, to be filed in the office of the Committee on Standing Orders.

52. Lorsqu'il s'agit d'un bill autorisant la construction d'un pont de péage, la partie ou les parties qui se proposent d'en faire la demande doivent, dans l'avis prescrit par la règle précédente, indiquer les taux de péage qu'elles ont l'intention d'exiger, l'étendue du privilège qu'elle réclament, la hauteur des arches du pont, l'espace entre les piles et les culées pour le passage des navires ou des trains de bois ; et, de plus, si leur intention est de construire un pont-lévis, elles doivent le spécifier et faire connaître en même temps les dimensions du pont-lévis.

57. Quand il est présenté un bill pour confirmer des lettres patentes ou une convention, copie certifiée de cette convention ou de ces lettres patentes doit y être annexée.

"2. Les bills pour constitution de cités ou de villes, ou de compagnies à fonds social, ou de compagnies de chemins de fer, ne doivent contenir, en sus de clauses spécial et de rigueur, que des dispositions dérogatoires aux Statuts refondus concernant les corporations de villes, [ou à la loi des cités et villes, 1903], ou à la loi des clauses générales des compagnies à fonds social, ou aux dispositions des Statuts refondus concernant les chemins de fer suivant la circonstance ; mais ils doivent mentionner, dans chaque cas particulier, la clause du statut général à laquelle on veut déroger, et la remplacer par une clause nouvelle. La pétition devra alléguer les raisons particulières pour motiver l'introduction de ces changements

3. Tous les bills autorisant la construction de chemins de fer, chemins à barrières, lignes de télégraphe ou de téléphone, devront mentionner les terminus, ainsi que l'indication de la route à suivre ; et les bills relatifs à la constitution en corporation des compagnies de pouvoir électrique ou hydraulique devront spécifier clairement les privilèges spéciaux à elles conférés, ainsi que les noms des localités où elles veulent opérer.

Les plans des routes de ces chemins de fer, chemins à barrière, lignes de télégraphe ou de téléphone, et la situation des ateliers des compagnies de pouvoir électrique et hydraulique devront être produits devant le comité auxquels ces bills seront soumis, et ce comité ne pourra procéder avant leur production

4. Les bills pour amender des statuts en vigueur doivent contenir les clauses nouvelles que l'on veut substituer aux anciennes, et les amendements doivent être énoncés entre crochets.

5. Tout bill à l'effet d'autoriser l'admission à l'exercice de la profession d'avocat, de notaire, de médecin, d'arpenteur, d'architecte, d'ingénieur civil, de chimiste ou de dentiste doit contenir, au préalable, une déclaration portant que ce bill a été approuvé par le bureau ou conseil de la profession dans laquelle le requérant désire entrer. Et le comité des bills privés ne devra procéder à l'examen tel bill qu'après production d'une copie authentique de l'approbation de l'autorité compétente.

Une copie certifiée de la résolution du bureau ou conseil d'administration, approuvant tel bill, devra être adressée au greffier, en même temps que la copie du bill pour être soumise au comité des bills privés.

"5a. Les exemplaires des bills privés, déposés entre les mains du greffier, seront transmis sans délai au bureau des officiers spéciaux en loi pour examen ; et aucun tel bill ne pourra être considéré par le comité des bills privés avant la production d'un rapport d'un de ces officiers constatant que le projet a été trouvé conforme aux Règles de la Chambre indiquant en quoi il déroge aux lois générales.

6. Les auteurs d'un bill qui ne l'auront pas rédigé conformément à la présente règle devront le recommencer et le faire imprimer de nouveau, à leurs frais.

58. Toute personne qui demande à présenter un bill privé lui conférant un privilège ou profit exclusif, ou un avantage personnel ou collectif, ou deman-

52. In the case of an intended application for Private Bill for the erection of a Toll-bridge, the person or persons intending to petition for such Bill, shall, in the notice prescribed by the preceding Rule, specify the Rates which they intend to ask, the extent of the privilege, the height of the arches, the interval between the abutments or piers for the passage of rafts and vessels, and also whether it is intended to erect a drawbridge or not, and the dimensions of the same.

57. When any Bill for confirming any Letters Patent or Agreement is introduced, a certified copy of such Letters Patent or Agreement must be attached to it.

"2. Bills for the incorporating of Cities or Towns, or of Joint Stock Companies, or of Railway Companies, shall contain, in addition to the special and absolutely necessary clauses, only such provisions as may derogate from the provisions of the Revised Statutes respecting Town Corporations, [or from the "Cities and Towns' Act, 1903,"] or from the "Joint Stock Companies' General Clauses Act," or from the provisions of the Revised Statutes respecting Railways, as the case may be, but shall specify in each special instance the Clause of the General Act which is sought to be departed from and shall replace the same by a new Clause. Special grounds shall be set forth in the Petition for the introduction of such provisions.

3. All Bills authorizing the building of any railway turnpike road, telegraph or telephone line, shall mention the terminal points, with a general indication of the route to be taken, and those incorporating Electric and Water Power Companies, shall clearly specify the particular privilege conferred with the names of the places in which they are to be exercised.

Plans showing the routes of such Railways, turnpike roads, Telegraph or Telephone lines, and the positions of the works of any Companies shall be produced before the Committee to which such Bills are referred, and until so produced, the said Committee shall not proceed thereon.

4. Bills for amending existing Acts shall be framed so as to replace Clauses sought to be amended by new Clauses, indicating the Amendments between brackets.

5. Every Bill to authorize admission to the practice of the profession of advocate, notary, physician, surveyor, architect, civil engineer, chemist or dentist shall contain a statement in the preamble that such Bill has been approved by the Board or Council of the profession which the petitioner desires to enter. And the Private Bills Committee shall not proceed with any such Bill until an authentic copy of the formal resolution of the Board or Council, approving of such application be produced before the Committee.

A certified copy of the resolution of the board or council of management, approving such bill, shall be sent to the clerk at the same time that the copy of the bill in order that it may be submitted to the Private Bills Committee.

"5a. All copies of Private Bills deposited to the hands of the Clerk, shall be sent without delay to the Special Law Officers for examination, and no such Bill shall be submitted to the Committee on Private Bills before the production of a report from one of such officers certifying that such Bill has been found to be in conformity with the rules of this House, and indicating in what manner it derogates from the general laws.

6. Bills which are not framed in accordance with this Rule shall be re-cast by the promoters and reprinted at their expenses.

58. Any person seeking to obtain any Private Bill, giving any exclusive privilege or profit, or corporate advantage, or for any amendment of any

dant quelqu'amendement à un statut en vigueur, doit déposer entre les mains du greffier, quinze jours avant l'ouverture de la session, un exemplaire de ce bill en français ou en anglais, et remettre en même temps au comptable de la chambre une somme suffisante pour payer l'impression de cinq cents exemplaires en français et de trois cent cinquante exemplaires en anglais, de plus \$2 par page d'impression pour la traduction et cinquante centins par page pour la correction et la revision des épreuves. La traduction doit être faite par les officiers de la Chambre, et l'impression par l'entrepreneur des impressions.

"2. Le pétitionnaire doit aussi payer au comptable de la Chambre une somme de deux cents piastres, outre le prix d'impression du bill dans le volume des Statuts, et déposer le reçu de ces paiements entre les mains du greffier du comité auquel le bill est renvoyé.

Ces paiements doivent être faits immédiatement après la deuxième lecture du bill et avant que le comité le prenne en considération.

"3. Si un exemplaire du bill n'a pas été déposé entre les mains du greffier, au moins quinze jours avant l'ouverture de la session, et si la pétition n'est pas présentée dans les premiers cinq jours de la session, la somme à être payée au comptable sera de cinq cents piastres, s'il s'agit d'une compagnie de chemin de fer, de tramway, de télégraphe, de téléphone ou d'éclairage, ou d'octroyer une charte à une compagnie à fonds social ou d'amender telle charte, ou d'amender une charte de cité ou de ville, et de trois cents piastres dans les autres cas.

"3a. Si un exemplaire du bill n'a pas été déposé entre les mains du greffier, au moins trois semaines avant l'ouverture de la session, lorsqu'il s'agit d'octroyer ou de refondre une charte de cité ou de ville, le bill ne sera pas examiné par les officiers spéciaux en loi, ni imprimé et ne pourra être considéré par la Chambre ou aucun de ses comités."

L. G. DESJARDINS,

3299

Greffier de l'Assemblée Législative.

existing Act, shall deposit with the Clerk of the House, fifteen days before the opening of the Session a copy of such Bill in the English or French language, and shall, at the same time, deposit with the Accountant of the House a sum sufficient to pay for printing 350 copies in English and 500 copies in French, an also \$2.00 per page of printed matter for the translation and fifty cents per page for correcting and revising the printing. The translation shall be made by the officers of the House and the printing shall be done by the Contractor.

"2. The applicant shall also pay to the accountant of the House a sum of two hundred dollars, and furthermore the cost of printing the Bill for the Statutes, and shall lodge the receipt for the same with the Clerk of the Committee to which such Bill is referred.

Such payments shall be made immediately after the second reading and before the consideration of the Bill by such Committee.

"3. If a copy of the Bill have not been deposited in the hands of the Clerk, at least fifteen days before the opening of the session, and if the petition have not been presented within the first five days of the session, the amount to be paid to the accountant shall be five hundred dollars, if it relate to a railway, tramway, telegraph, telephone or lighting company, or if it incorporate a joint stock company or amend such act of incorporation or to amend the charter of a city or town, and of three hundred dollars in all other cases.

"3a. If a copy of the Bill have not been deposited in the hands of the Clerk, at least three weeks before the opening of the session, if it relate to the incorporation of any city or town or to the consolidation of any such act or incorporation, such Bill shall not be examined by the Special Law Officers or printed nor shall it be taken into consideration by the House or any of its Committees."

L. G. DESJARDINS,

3300

Clerk of the Legislative Assembly.

Avis Divers

Avis est par le présent donné que la Compagnie d'Assurances Mutuelle contre le feu, de la paroisse de Saint-Roch des Aulnaies, comté de l'Islet, s'étant conformée aux dispositions de la loi, est constituée en corps politique et incorporé en vertu de la section 18, chapitre 3, titre 11, des statuts refondus de la province de Québec.

JOS. A. MORIN,

Secrétaire.

Saint-Roch des Aulnaies, 12 septembre 1908.

3463

Canada,
Province de Québec, }
District de Saint-François. } Cour Supérieure.
No 732.

Dame Georgiana St. Cyr, du canton de Barford, dit district, épouse de Rémi Boyer, journalier, du même lieu, dûment autorisée à ester en justice.
Demanderesse ;

vs

Le dit Rémi Boyer, Défendeur.
Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, le 4 septembre 1908.

JACOB NICOL,

Procureur de la demanderesse.

Sherbrooke, 12 septembre 1908.

3485

Province de Québec, }
District de Montréal. } Cour Supérieure.

Dame Emilia Champagne, des cité et district de Montréal, épouse d'Alfred Houde, agent d'assu-

Miscellaneous Notices

Notice is hereby given that the Mutual Fire Insurance Company, of the parish of Saint Roch des Aulnaies, comté de l'Islet, having complied with the provisions of the law, is constituted a body politic and incorporated, under section 18, chapter 3, title 11, of the revised statutes of the province of Quebec.

JOS. A. MORIN,

Secretary.

Saint Roch des Aulnaies, 12th September. 1908.

3464

Canada,
Province of Quebec, }
District of Saint Francis. } Superior Court.
No. 732.

Dame Georgiana St. Cy., of the township of Barford, said district, wife of Rémi Boyer, laborer, of the same place, duly authorized to ester en justice.
Plaintiff ;

vs

The said Rémi Boyer, Defendant.
An action for separation as to property has been instituted in this cause on the 4th of September, 1908.

JACOB NICOL,

Attorney for plaintiff.

Sherbrooke, 12th September, 1908.

3486

Province of Quebec, }
District of Montreal. } Superior Court.

Dame Emilia Champagne, in the city and district of Montreal, wife of Alfred Houde, insurance agent,

rance, du même lieu, et dûment autorisée à ester en justice, a, ce jour, intenté à son époux une action en séparation de biens.

MONTY & DURANLEAU,

Avocats de la demanderesse.

Montréal, 14 septembre 1908.

3465

Cour Supérieure.—District de Québec.—No 2554.
—Dame Emma Gauthier, épouse de Adélard Genest, de la paroisse de Saint-Thuribe, comté de Portneuf, dûment autorisée, vs Adélard Genest, marchand, du même lieu. Une action en séparation de biens a été instituée, ce jour, en cette cause.

TESSIER & COUILLARD,

Procureurs de la demanderesse.

Québec, 8 septembre 1908.

3411-2

Province de Québec, }
District de Gaspé, } *Cour de Circuit.*
Iles de la Madeleine. }
No 515.

Dame Marie Vigneau, de la paroisse de Sainte-Madeleine du Havre-aux-Maisons, dans les Iles de la Madeleine, district de Gaspé, épouse commune en biens d'Alexandre C. Arseneau, du même lieu,
Demanderesse ;

vs

Le dit Alexandre C. Arseneau, Défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée ce jour, en cette cause.

H. O. CHOLETTE,

Procureur de la demanderesse.

Amherst, 27 août 1908.

3371-2

Canada, }
Province de Québec, } *Cour Supérieure*
District de Québec. }
No 2420.

Dame Rose Anna Racicot, de la cité de Québec, épouse de Michel Brunet, médecin, dûment autorisée à ester en justice,
Demanderesse ;

vs

Le dit Michel Brunet, du même lieu,

Défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, le deux de septembre courant.

AIME DION,

Procureur de la demanderesse.

Québec, 3 septembre 1908.

3345.2

Province de Québec, }
District de Bedford. } *Cour Supérieure*
No 8003.

Dame Maria Anna Giddings, du canton de Potton, dans le district de Bedford, épouse commune en biens de Malcolm T. Eldridge, du même lieu, cultivateur, dûment autorisée à ester en justice pour toutes fins de la présente action,
Demanderesse ;

vs

Le dit Malcolm T. Eldridge, Défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, le 15e jour d'août 1908.

McKOWN & BOIVIN,

Procureurs de la demanderesse.

Sweetsburg, 15 août 1908.

3085.5

District de Montréal.—Cour Supérieure.

No 1327.

Dame Arthémise Campeau, de la ville Saint-Louis, district de Montréal, dûment autorisée à ester en justice, épouse de Joseph Landry, plombier, du même lieu, a, ce jour, institué une action en séparation de biens contre son époux.

JODOIN & RENAUD,

Avocats de la demanderesse.

Montréal, 26 août 1908.

3279-3

of the same place, and duly authorized to ester en justice, has, this day, instituted against her husband an action for separation as to property.

MONTY & DURANLEAU,

Attorneys for plaintiff.

Montreal, 14th September, 1908.

3466

Superior Court.—District of Québec.—No. 2554.
—Dame Emma Gauthier, wife of Adélard Genest, merchant, of the parish of Saint-Thuribe, county of Portneuf, duly authorized, vs Adélard Genest, merchant, of the same place. An action for separation as to property has, this day, been instituted in this cause.

TESSIER & COUILLARD,

Attorneys for plaintiff.

Quebec, 8th September, 1908.

3412

Province of Quebec, }
District of Gaspé, } *Circuit Court.*
Magdalen Islands. }
No. 515.

Dame Marie Vigneau, of the parish of Saint-Magdalen of House-Harbor, in the Magdalen Islands, district of Gaspé, wife common as to property of Alexander C. Arseneau, of the same place,
Plaintiff ;

vs

The said Alexandre C. Arseneau, Defendant.

An action for separation as to property has been instituted, this day, in this cause.

H. O. CHOLETTE,

Attorney for plaintiff.

Amherst, 27th August, 1908.

3372

Canada, }
Province of Quebec, } *Superior Court.*
District of Québec. }
No. 2420.

Dame Rose Anna Racicot, of the city of Québec, wife of Michel Brunet, physician, duly authorized to appear in judicial proceedings.
Plaintiff ;

vs

The said Michel Brunet, of the same place,

Defendant.

A suit for separation of property has been instituted in this cause, on the second of September instant.

AIME DION,

Attorney for plaintiff.

Quebec, 3rd September, 1908.

3346

Province of Quebec, }
District of Bedford. } *Superior Court.*
No. 8003.

Dame Maria Anna Giddings, of the township of Potton, in the district of Bedford, wife common as to property of Malcolm T. Eldridge, of the same place, farmer, and duly authorized to ester en justice, for all the purposes of the present action,
Plaintiff :

vs

The said Malcolm T. Eldridge, Defendant.

An action for separation of property has been instituted in this cause, on the 15th August instant 1908.

McKOWN & BOIVIN,

Attorneys for plaintiff.

Sweetsburg, 15th August, 1908.

3086

District of Montreal.—Superior Court.

No. 1327.

Dame Arthémise Campeau, of the town of Saint-Louis, district of Montreal, duly authorized to ester en justice, wife of Joseph Landry, plumber, of the same place, has this day, instituted an action for separation as to property against her husband.

JODOIN & RENAUD,

Attorneys for plaintiff.

Montreal, 26th August 1908.

3280

Madame Adéla Lemoine, des cité et district de Saint-Hyacinthe, épouse de Ubalde Ledoux, ferblantier, ci-devant de la paroisse de Saint-Liboire, district de Saint-Hyacinthe, et maintenant de lieux inconnus, a, le 1er septembre courant, institué contre son dit époux une action en séparation de biens à la cour supérieure de ce district, sous No 108.

J. O. BEAUREGARD,

Avocat de la demanderesse.

Saint-Hyacinthe, 2 septembre 1908. 3359.4

Dame Philomène Faubert a institué, aujourd'hui, une action en séparation de biens contre son mari, Jean-Baptiste Allard, maçon, de la paroisse de Saint-Joachim de Châteauguay, devant la cour supérieure du district de Beauharnois, sous le No 1620.

OSCAR SENEAL,

Avocat de la demanderesse.

Valleyfield, 25 août 1908. 3245.4

Province de Québec, }
District de Joliette. } Cour Supérieure.
No 4376.

Dame Catherine Dupuis, de la paroisse de Sainte-Julienne, district de Joliette, épouse commune en biens de Hormisdas Chaput, autrefois cultivateur, du même lieu, et maintenant absent de cette province, la dite Dame Catherine Dupuis étant dûment autorisée à ester en justice, par ordonnance d'un juge de cette cour,

Demanderesse ;

vs

Le dit Hormisdas Chaput, Défendeur.
Une action en séparation de biens a été instituée par la demanderesse contre le défendeur, le 11 août 1908.

HECTOR TRUDEAU,

Avocat et procureur de la demanderesse.

Joliette, 11 août 1908. 3437-2

DEMEMBREMENT DE LA PAROISSE DE SAINT-GREGOIRE LE THAUMATURGE.

Paroisse Saint-Jean Berchmans,
Montréal, 29 mai 1908.

Avis public est par le présent donné que, par autorité de Monseigneur l'archevêque de Montréal, le territoire ci-après désigné, savoir :

Au sud-est par le chemin de fer du Pacifique Canadien, au nord-est par le centre de l'avenue Delorimier, au sud-ouest, partie par le centre de la rue Garnier et partie par la ligne qui passe entre les numéros quatre et deux et les numéros trois cent trente-un et trois cent trente-deux, du cadastre, au nord-ouest par les limites de la paroisse du Sault-au-Récollet, a été démembré de la paroisse de Saint-Gregoire le Thaumaturge, pour devenir le dit territoire total ci-haut désigné, la nouvelle paroisse de Saint-Jean Berchmans, et être les résidents sur ce dit territoire et les possesseurs des terrains indiqués desservis par les cures ou desservants de la dite paroisse de Saint-Jean Berchmans, leur enjoignant de leur payer la dîme et les oblations telles qu'usitées et autorisées dans le diocèse, et de leur porter respect et obéissance dans toutes les choses qui appartiennent à la religion et qui intéressent leur salut.

L'ABBÉ J.-D. ARTHUR GUAY,

Curé de Saint-Jean Berchmans,

3391-2 Montréal.

PROVINCE DE QUÉBEC.

MUNICIPALITÉ DU COMTÉ DE BELLE-CHASSE.

Avis public est par le présent donné par le sousigné, P. C. Auguste Fournier, secrétaire-trésorier, que le 26 août dernier, il a plu à Son Honneur le lieutenant-gouverneur en conseil, d'approuver la résolution du conseil du comté de Bellechasse, pas-

Madame Adéla Lemoine, of the city and district of Saint Hyacinth, wife of Ubalde Ledoux, tin-smith, heretofore of the parish of Saint Liboire, district of Saint Hyacinth, and now of unknown countries, has, on the 1st of September instant, entered against her said husband an action for separation of properties in the superior court of this district, No. 108.

J. O. BEAUREGARD,

Attorney for plaintiff.

Saint Hyacinth, 2nd September, 1908. 3360

Dame Philomène Faubert has instituted, this day, a suit for separation of property against her husband, Jean-Baptiste Allard, mason, of the parish of Saint Joachim of Châteauguay, before the superior court of the district of Beauharnois, in the case No. 1620.

OSCAR SENEAL,

Attorney for plaintiff.

Valleyfield, 25th August, 1908. 3246

Province of Quebec, }
District of Joliette. } Superior Court.
No. 4376.

Dame Catherine Dupuis, of the parish of Sainte-Julienne, wife common as to property of Hormisdas Chaput, formerly farmer, of the same place, and now absent from this province, the said Dame Catherine Dupuis being duly authorized to appear in judicial proceedings by order of a judge of this court,

Plaintiff ;

vs

The said Hormisdas Chaput, Defendant.
A suit for separation of property has been brought by the plaintiff against the defendant, on the 11th of August, 1908.

HECTOR TRUDEAU,

Advocate and attorney for plaintiff.

Joliette, 11th August, 1908. 3438

DISMEMBERMENT OF THE PARISH OF SAINT GREGORY THAUMATURGOS.

Parish of Saint John Berchmans,
Montreal, 29th May, 1908.

Public notice is hereby given that, by authority of His Grace the Archbishop of Montreal, the territory hereinafter described, to wit :

Bounded on the south east by the Canadian Pacific railway, on the north east by the centre of Delorimier avenue, on the south west, partly by the centre of Garnier street, and partly by the line passing between numbers four and two and the numbers three hundred and thirty one and three hundred and thirty two, of the cadastre, on the north west by the limits of the parish of Sault au Récollet, has been dismembered from the parish of Saint Gregory Thaumaturgos, to become, the whole of the said territory herein above described, the new parish of Saint John Berchmans ; the residents of the said territory and the possessors of the lands indicated, served by the curé and assistants of the said parish Saint John Berchmans, enjoining upon them to pay the tithes and fulfil the usual obligations authorized in the said diocese, and to pay them respect and obedience in all things appertaining to religion and which concern the salvation.

ABBE J. D. ARTHUR GUAY,

Curé of Saint John Berchmans,

3392 Montréal.

PROVINCE OF QUEBEC.

MUNICIPALITY OF THE COUNTY OF BELLE-LECHASSE.

Public notice is hereby given by the undersigned, P. C. Auguste Fournier, secretary treasurer, that His Honor the Lieutenant Governor has been pleased, by order in council, dated the twenty sixth day of August last, to approve the resolution

sée le 10 juin aussi dernier, érigeant en municipalité de paroisse, sous le nom de municipalité de la paroisse de Sainte-Sabine, les lots des 10ème, 11ème, 12ème, 13ème et 14ème rangs du canton Ware, les lots depuis et y compris le No 1 jusqu'au No 22, inclusivement du 13ème rang du canton Langevin, et les lots depuis et y compris le No 1 jusqu'au No 16, inclusivement, de chacun des 11ème et 12ème rangs du même canton.

P. C. A. FOURNIER,
Secrétaire-trésorier C. M. C. B.
Saint-Raphaël, 5 septembre 1908. 3367-2

of the municipal council of the county of Bellechasse, passed on the 10th day of June last, erecting in parish municipality, under the name of the parish of Sainte Sabine, every lots of the 10th, 11th, 12th, 13th and 14th ranges of the township Ware, every lots from and included No. 1 to No. 22, inclusively, of 13th range of township Langevin, and lots from and included No. 1 to No. 16th, inclusively of each of the 11th and 12th ranges, same township.

P. C. A. FOURNIER,
Secretary treasurer M. M. C. B.
Saint Raphaël, 5th September, 1908. 3368

Avis de Faillites

Province de Québec, } Cour Supérieure.
District de Montréal. }
In re F. Quevillon, Montréal, Failli.
Avis est par le présent donné que, le 14ième jour de septembre 1908, nous avons été nommés curateurs conjoints à la succession du dit failli.

Les personnes ayant des réclamations contre le dit failli sont requies de les produire, sous serment, dans les trente jours de cette date.

ARTHUR W. WILKS,
J. WILFRID MICHAUD,
Curateurs conjoints.

Bureau de Wilks & Michaud. 3467

Province de Québec, } Cour Supérieure.
District de Montréal. }
Dans l'affaire de A. M. Turgeon, Demandeur ;
vs

E. C. Fuers, restaurateur, de la cité de Montréal, Défendeur.

Avis est par les présentes donné que, par ordre de cette cour, j'ai été nommé curateur des biens du dit défendeur, pour le bénéfice de ses créanciers, le 15e jour de septembre courant.

Les réclamations devront être déposées à mon bureau sous 30 jours, pour collocation de dividende.

ALEX. DESMARTEAU,
Curateur.

60, rue Notre-Dame Est.
Montréal, 15 septembre 1908. 3475

Province de Québec, } Cour Supérieure.
District de Montréal. }
In re Auguste Viau, restaurateur, de Laprairie, Québec, Failli ;

Alexandre Desmarteau, Curateur.

Avis est par les présentes donné qu'un premier et dernier bordereau de dividende est préparé et sera payable à mon bureau, le et après le 30e jour de septembre 1908.

ALEXANDRE DESMARTEAU,
Curateur.

60, rue Notre-Dame-Est.
Montréal, 12 septembre 1908. 3481

Province de Québec, } Cour Supérieure.
District de Montréal. }
In re J. G. Stafford & Co., maîtres-charretiers, de la cité de Montréal, Faillis ;
et

Alexandre Desmarteau, Curateur.

Avis est par les présentes donné qu'un premier et dernier bordereau de dividende est préparé et sera payable à mon bureau, le et après le premier octobre 1908.

ALEXANDRE DESMARTEAU,
Curateur.

No 60, rue Notre-Dame Est, Montréal.
Montréal, 12 septembre 1908. 3477

Bankrupt Notices

Province of Quebec, } Superior Court.
District of Montreal. }

In re F. Quevillon, Montreal, Insolvent.
Notice is hereby given that, on the 14th day of September, 1908, we were appointed joint curators to the estate of the said insolvent.

All parties having claims against said insolvent are requested to file same, duly attested under oath, within thirty days from this date.

ARTHUR W. WILKS,
J. WILFRID MICHAUD,
Joint curators. 3468

Province of Quebec, } Superior Court.
District of Montreal. }
In the matter of A. McTurgeon, Plaintiff ;
vs

E. C. Fuerst, restaurant-keeper, of the city of Montreal, Defendant.

Notice is hereby given that, by order of this court, I was on the 15th day of September instant, appointed curator to the property assigned by said defendant, for the benefit of his creditors.

Claims should be filed at my office within 30 days, to ensure their collocation for dividend.

ALEX. DESMARTEAU,
Curator.

60, Notre-Dame street East.
Montreal, 15th September, 1908. 3476

Province of Quebec, } Superior Court.
District of Montreal. }

In re Auguste Viau, restaurant keeper, of Laprairie, Quebec. Insolvent ;

and

Alexandre Desmarteau, Curator.

Notice is hereby given that a first and final dividend sheet has been prepared and will be payable at my office, on or after the 30th day of September, 1908.

ALEXANDRE DESMARTEAU,
Curator.

60, Notre-Dame street East.
Montreal, 12th September 1908. 3482

Province of Quebec, } Superior Court.
District of Montreal. }

In re J. G. Stafford & Co., master carters, of the city of Montreal, Insolvents.

and

Alexandre Desmarteau, Curator.

Notice is hereby given that a first and final dividend sheet has been prepared and will be payable at my office, on or after the first of October, 1908.

ALEXANDRE DESMARTEAU,
Curator.

No. 60, Notre Dame street East, Montreal.
Montreal, 12th September, 1908. 3478

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
In re "The Reliance Cigar Factory Ltd., " de la
cité de Montréal En liquidation ;

et
Alexandre Desmarteau, Liquidateur.
Avis est par les présentes donné qu'un premier
et dernier bordereau de dividende est préparé et
sera payable à mon bureau, le et après le 28e jour
de septembre 1908.

ALEXANDRE DESMARTEAU,
Liquidateur.

No 60, rue Notre-Dame Est, Montréal.
Montréal, 12 septembre 1908. 3479

Règle de Cour

Province de Québec, }
District de Saint-Hyacinthe. } *Cour Supérieure.*
No 88.

Eusèbe Yvon, bourgeois, de la cité de Saint-Hya-
cinthe. Demandeur ;

vs

Pierre Messier, de la paroisse de Saint-Thomas
d'Aquin, Défendeur ;

et

No 89.
Thomas Hébert, épicier, de la cité de Saint-Hya-
cinthe, Demandeur ;

vs

Le même Pierre Messier, Défendeur.
Les deniers provenant de la vente des biens
meubles du défendeur ci-dessus ayant été rapportés
en cour pour distribution, avec des oppositions allé-
guant son insolvabilité, sur ordre de la cour, il est
enjoint aux créanciers du dit défendeur de produire
leurs réclamations sous quinze jours à compter de
la date de la première insertion du présent avis.

ROY & BEAUREGARD,
Prothonotaire.

Saint-Hyacinthe, 9 septembre 1908. 3419.2

Licitation

AVIS POUR LICITATION.

Avis est donné qu'en vertu d'un jugement de la
cour supérieure, siégeant à Fraserville, dans le dis-
trict de Kamouraska, le 11 juin 1908, dans une
cause dans laquelle Zénon Ouellet, cultivateur, de
la paroisse de Sainte-Françoise, est Demandeur ; et
Jean-Baptiste Viel, fils, de la paroisse de Saint-
Mathieu, François Ernest Viel, Elise Viel, Rosalie
Viel, Emma Viel, Pierre Viel, Arthémise Viel,
Alphonse Viel, Achille Viel, Marie Odila Viel,
Louis Viel, Michel Viel et Ovide Viel, ci-devant de
la paroisse de Sainte-Françoise, et maintenant de
lieux inconnus, sont les Défendeurs, ordonnant la
licitation de certains immeubles désignés comme
suit, savoir :

D'une terre située dans le deuxième rang de la
dite paroisse de Sainte-Françoise, contenant quatre
arpents de front sur quarante-deux arpents de pro-
fondeur, connue et désignée au plan et livre de
renvoi officiels du cadastre du comté de Témiscouata,
pour la dite paroisse de Sainte-Françoise, sous les
numéros deux cent trente et deux cent trente-un
(Nos 230 et 231)—avec les bâtisses dessus cons-
truites, circonstances et dépendances.

L'immeuble ci-dessus désigné sera mis à l'enchère
et adjugé au plus offrant et dernier enchérisseur,
le DOUZIÈME jour d'OCTOBRE 1908,
cour tenante, dans la salle d'audience du palais
de justice de Fraserville ; sujet aux charges,
clauses et conditions indiquées dans le cahier des

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
In re The Reliance Cigar Factory Ltd., of the city
of Montreal, In liquidation ;

and
Alexandre Desmarteau, Liquidator.
Notice is hereby given that a first and final
dividend sheet has been prepared and will be pay-
able at my office, on and after the 28th day of Sep-
tember, 1908.

ALEXANDRE DESMARTEAU,
Liquidator.

No. 60, Notre Dame street East, Montreal.
Montreal, 12th September, 1908. 3480

Rule of Court

Province of Quebec, }
District of Saint Hyacinth. } *Superior Court.*
No. 88.

Eusèbe Yvon, gentleman of the city of Saint
Hyacinth. Plaintiff ;

vs

Pierre Messier, of the parish of Saint Thomas
d'Aquin, Defendant ;

and

No. 89.
Thomas Hébert, storekeeper, of the city of Sain
Hyacinth, Plaintiff ;

vs

The said Pierre Messier, Défendant.
Moneys livied by the sale of moveables of the
said defendant, having been returned in court for
distribution, with oppositions alleging insolvency
of said P. Messier, the creditors are called in upon
the order of the court to file their claims within
fifteen days from the date of the first insertion of
that notice.

ROY & BEAUREGARD,
Prothonotary.

Saint Hyacinth, 9th September, 1908. 3420

Licitation

NOTICE OF LICITATION.

Notice is hereby given that under and by virtue
of a judgment of the superior court, sitting at Fra-
serville, in the district of Kamouraska, on the 11th
of June, 1908, in a cause in which Zenon Ouellet,
farmer, of the parish of Sainte-Françoise, is Plain-
tiff ; and Jean-Baptiste Viel, jr., of the parish of
Saint-Mathieu, François Ernest Viel, Elise Viel,
Rosalie Viel, Emma Viel, Pierre Viel, Arthémise
Viel, Alphonse Viel, Achille Viel, Marie Odila
Viel, Louis Viel, Michel Viel and Ovide Viel, here-
tefore of the parish of Sainte-Françoise, and now
of unknown places, are the Defendants, ordering
the licitation of certain immovables described as
follows, to wit :

A land situated in the second rang of the parish
of Sainte-Françoise, containing four acres in front
and forty two acres in depth, designed on the plan
and in the description book of the official cadaster
of the county of Témiscouata, for the said parish
of Sainte-Françoise, by the numbers two hundred
and thirty and two hundred and thirty one (Nos.
230 and 231)—together with the buildings thereon
erected and all the appurtenances.

The property above described will be put up
to auction and adjudged to the last and highest
bidder, on the TWELFTH day of OCTOBER, 1908,
sitting court in the court room of the court house, in
Fraserville ; subject to the charges, clauses and con-
ditions contained in the list of charges and

charges déposé au greffe du protonotaire de la dite cour; et toute opposition afin d'annuler, afin de charge ou afin de distraire à la dite licitation devra être déposée au greffe du protonotaire de la dite cour, au moins douze jours avant le jour fixé comme susdit pour la vente et adjudication; et toute opposition afin de conserver devra être déposée dans les six jours après l'adjudication; et à défaut par les parties de déposer les dites oppositions dans les délais prescrits par le présent, elles seront forcloses du droit de le faire.

S. C. RIOU,
Avocat du demandeur.

15 juin 1908.
[Première publication, 29 août 1908].

conditions of sale deposited in the office of the prothonotary of the said court; and that any oppositions to annul, to secure charges or withdraw to be made to the said licitation must be filed in the office of the prothonotary of the said court at least twelve days before the day fixed as aforesaid for the sale and adjudication, and that any opposition for payment must be filed within six days after adjudication; and on failure of parties to file such opposition within the delays hereinabove mentioned, they will be foreclosed from so doing.

S. C. RIOU,
Advocate of plaintiff.

15th June, 1908.
[First published, 29th August, 1908].

Ventes par le Shérif—Arthabaska

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les **TERRES** et **HERITAGES** sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour des Circuit. — Comté de Drummond.

Arthabaska, à savoir : } **ETIENNE MAJOR**,
No 8369. } Demandeur; contre
LEON NAULT, Défendeur.

Une terre située en la paroisse de Saint-Eugène de Grantham, faisant partie du lot numéro quatorze, dans le onzième rang du canton de Grantham, étant le numéro mille cent quarante-neuf (1149), du cadastre officiel du dit canton de Grantham—avec les bâtisses dessus construites.

Pour être vendue à la porte de l'église paroissiale de Saint-Eugène de Grantham, le **VINGTIÈME** jour d'**OCTOBRE** prochain, 1908, à **DIX** heures de l'avant-midi.

P. L. TOUSIGNANT,

Bureau du Shérif, Shérif.
Arthabaska, 16 septembre 1908. 3517
[Première publication, 19 septembre 1908]

Sheriff's Sales—Arthabaska

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective time and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Circuit Court. — County of Drummond.

Arthabaska, to wit : } **ETIENNE MAJOR**,
No 8369. } Plaintiff; against **LEON NAULT**, Defendant.

A piece of land in the parish of Saint-Eugène of Grantham, being part of lot number fourteen, in the eleventh range of the township of Grantham, known under number eleven hundred and fifty nine (1149), on the official cadastre for said township of Grantham with the buildings thereon erected.

To be sold at the parochial church door of Saint-Eugène of Grantham, on the **TWENTIETH** day of **OCTOBER** next, 1908, at **TEN** o'clock in the forenoon.

P. L. TOUSIGNANT,

Sheriff's Office, Shérif.
Arthabaska, 16th September, 1908. 3518
[First published, 19th September, 1908]

Ventes par le Shérif—Beauce

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les **TERRES** et **HERITAGES** sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

MANDAT DE CURATEUR.

Cour Supérieure — District de Beauce.

Beauce, à savoir : } **FORTIER & CIE**,
No 794. } Faillies; et **ALFRED LEMIEUX**, curateur.

1° Un terrain de forme irrégulière renfermé dans les bornes suivantes : au sud-ouest à la rivière Chaudière, au nord-est à une rue privée, qui conduit à la route de la gare, au nord-ouest au terrain du Dr E. M. Déchène, de la Cie du Téléphone de Beauce, et de P. F. Renault, au sud-est aux terrains de Geo. Grégoire et des représentants de feu Ls. Veilleux—avec bâtisses et dépendances. Ce dit terrain faisant partie des lots Nos cent quarante-neuf, cent cinquante, cent cinquante-un, cent cinquante-deux, cent cinquante-trois et cent quarante-cinq (149, 150, 151, 152, 153 et 145), du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-François, comté de Beauce, maintenant de Beauceville; à distraire les mines et les minéraux qui sont réservés.

2° Un terrain faisant partie du lot No cent cin-

Sheriff's Sales—Beauce

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective time and places mentioned below.

CURATOR'S WARRANT.

Superior Court. — District of Beauce.

Beauce, to wit : } **FORTIER & CIE**, insol-
No. 794. } vents; and **ALFRED LEMIEUX**, curator.

1° A lot of land of irregular outline comprised within the following limits : on the south west the river Chaudière, on the north east by a private road leading to the by-road to the station, on the north west the property of Dr. F. M. Dechene, of the Beauce Telephone Company and of P. F. Renault, on the south east by the lots of Geo. Grégoire and the representatives of the late Ls. Veilleux—with buildings and dependencies. Said lot forms part of the lots Nos. one hundred and forty nine, one hundred and fifty, one hundred and fifty one, one hundred and fifty two, one hundred and fifty three and one hundred and forty five (149, 150, 151, 152, 153, and 145), of the official cadastre for the parish of Saint Francis, county of Beauce, now Beauceville; deducting therefrom the mines and minerals which are reserved.

2° A lot forming part of lot No. one hundred and

quante-cinq (155), du cadastre de la paroisse de Saint-François de Beauce; borné en front à une rue, au nord-ouest à Alfred Lambert, au sud-est à Pierre Parent, au nord-est à Philippe Poulin—avec bâtisses et dépendances. Un passage mitoyen d'environ dix pieds de largeur existant entre les propriétés de Pierre Parent et celle sus-décrite, avec réserve de mines et minéraux.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de Saint-François de Beauce, le TRENTEME jour de SEPTEMBRE prochain (1908), à DIX heures de l'avant-midi.

JOS. POIRIER,

Bureau du Shérif, Shérif.
Saint-Joseph, Beauce, 21 août 1908. 3205-2
[Première publication, 29 août 1908.]

Ventes par le Shérif—Chicoutimi

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les **TERRES** et **HEBITAGES** sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que plus bas mentionné.

MANDAT DU CURATEUR

Chicoutimi, à savoir : { **VITAL ELZEAR PA-**
No 1903. { **RADIS**, de Québec,
curateur; contre **JOSEPH CHABALLE**, de Chicoutimi, failli.

1° Tout ce lopin de terre ou emplacement formant partie du lot connu et désigné au cadastre officiel de la ville de Chicoutimi, quartier Centre, sous le numéro deux cent soixante et cinq (265), lequel mesure environ cinquante-six pieds de largeur, de l'est à l'ouest, sur quatre-vingt-quinze pieds de profondeur, mesure précise, du sud au nord, et est borné vers le nord par le terrain de la Compagnie Industrielle de Chicoutimi, vers l'est par le terrain d'Alexandre Savard, vers le sud par le terrain réservé pour la rue Racine, et vers l'ouest nonobstant la largeur approximative ci-dessus donnée par une ligne qui passera au centre du mur en pièces de bois divisant la partie de la maison occupée par le dit Joseph Chaballe et dont il est propriétaire de la partie de la maison érigée sur le terrain ci-dessus désigné, avec ensemble cette dernière partie de la maison et toutes autres dépendances dessus construites.

2° Un terrain ou emplacement formant partie du numéro deux cent soixante et cinq (265), du cadastre officiel de la dite ville de Chicoutimi, quartier Centre, mesurant quarante-deux pieds et dix pouces de largeur en front sur trente-huit pieds et neuf pouces de largeur à la profondeur, quatre-vingt-quinze pieds de profondeur du côté est et quatre-vingt-dix-sept pieds et neuf pouces de profondeur du côté ouest, et borné comme suit : en front par le terrain réservé pour la rue Racine, du côté est par le terrain ci-dessus décrit en premier lieu, des côtés nord à la profondeur et ouest par la Compagnie Industrielle—avec toutes les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendus au bureau du shérif soussigné, au palais de justice, à Chicoutimi, le VINGTIEME jour du mois d'OCTOBRE prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

THOMAS BOSSE,

Bureau du shérif, Député shérif.
Chicoutimi, 14 septembre 1908. 3503
[Première publication, 19 septembre 1908.]

fifty five (155), of the cadastre of the parish of Saint Francis of Beauce; bounded in front by a street, on the north west by Alfred Lambert, on the south east by Pierre Parent, on the north east by Philippe Poulin—with buildings and dependencies. A common passage of about ten feet in width existing between the properties of Pierre Parent and that above described, reserving the mines and minerals.

To be sold at the church door of the parish of Saint Francis of Beauce, on the THIRTIETH day of SEPTEMBER next (1908), at TEN o'clock in the forenoon.

JOS. POIRIER,

Sheriff's office, Sheriff.
Saint Joseph, Beauce, 21st August, 1908. 3206
[First published, 29th August, 1908.]

Sheriff's Sales—Chicoutimi

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective times and place mentioned below.

CURATOR'S WARRANT.

Chicoutimi, to wit : { **VITAL ELZEAR PA-**
No. 1903. { **RADIS**, of Québec,
curator; against **JOSEPH CHABALLE**, of Chicoutimi, insolvent.

1. All that lot of land forming part of the lot known and described on the official cadastre of the town of Chicoutimi, Centre ward, as number two hundred and sixty five (265), which measures about fifty six feet in width, from east to west, by ninety five feet in depth, precise measure, from south to north, and is bounded on the north by the lot of the "Compagnie Industrielle de Chicoutimi", on the east by the lot of Alexandre Savard, on the south by the lot reserved for Racine street, and on the west notwithstanding the approximative width herein above given by a line which will pass in the middle of the wall in pieces of wood dividing the part of the house occupied by the said Joseph Chaballe, and of which he is proprietor from the part of the house built on the land herein above described, from this latter part of the house and all other dependencies thereon erected.

2. A lot or piece of ground forming part of number two hundred and sixty five (265), of the official cadastre of the said town of Chicoutimi, Centre ward, measuring forty two feet ten inches width in front by thirty eight feet nine inches width in rear, ninety five feet in depth on the east side and ninety seven feet nine inches in depth on the west side, and bounded as follows : in front by the land reserved for Racine street, on the east side by the lot herein above firstly described, on the north side by the depth and west by the "Compagnie Industrielle"—with all the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the office of undersigned sheriff, in the court house, in the town of Chicoutimi, at TEN o'clock in the forenoon, on the TWENTIETH day of the month of OCTOBER next.

THOMAS BOSSE,

Sheriff's Office. Deputy Sheriff.
Chicoutimi, 14th September, 1908. 3504
[First published, 19th September, 1908.]

Ventes par le Shérif—Iberville

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les **TERRES** et **HERITAGES** sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE TERRIS.*Cour Supérieure.—District d'Iberville.*

Saint-Jean, à savoir : } **PIERRE TRAHAN**,
No 69. } entrepreneur, de la
ville de Saint-Jean, dans le district d'Iberville,
Demandeur ; contre les terres et tenements de **J. A. LANGE-
LIER**, de la paroisse de Saint-Jean l'Evangeliste, dans le district d'Iberville, Défendeur.

Un lopin de terre sis et situé entre les rues Richelieu et Champlain, en la ville de Saint-Jean, dans le district d'Iberville, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels de la dite ville de Saint-Jean, sous les numéros quatre-vingt-dix-sept, quatre-vingt-dix-huit, quatre-vingt-dix-neuf, cent, cent un et cent deux (Nos 97, 98, 99, 100, 101 et 102)—avec les bâtisses servant de magasins, imprimerie, bureaux, boutiques, etc., et autres bâtisses y érigées.

A distraire, cependant, du dit lopin de terre, une lisière de terrain de douze pieds de profondeur sur toute la largeur des dits lots Nos 97, 100 et 101 ; laquelle lisière ayant été expropriée par la ville de Saint-Jean, pour les fins de l'élargissement de la dite rue Richelieu ; ainsi qu'une autre lisière de terrain de six pieds de profondeur sur toute la largeur des dits lots Nos 98, 99 et 102, cette lisière ayant aussi été expropriée par la dite ville de Saint-Jean, pour les fins de l'élargissement de la dite rue Champlain.

Pour être vendu en bloc, en mon bureau, dans le palais de justice, en la dite ville de Saint-Jean, le **VINGT-NEUVIEME** jour de **SEPTEMBRE** prochain, à **ONZE** heures de l'avant-midi.

LOUIS MAYRAND,

Bureau du Shérif. Shérif.
Saint-Jean, 26 août 1908. 3243-2
[Première publication, 29 août 1908.]

Sheriff's Sales—Iberville

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective time and place mentioned below.

FIERI FACIAS DE TERRIS.*Superior Court.—District of Iberville.*

Saint-Johns, to wit : } **PIERRE TRAHAN**, con-
No. 69. } tractor, of the town of
Saint-Johns, in the district of Iberville, Plaintiff ;
against the lands and tenements of **J. A. LANGE-
LIER**, of the parish of Saint John the Evangelist,
in the district of Iberville, Defendant.

A piece of ground lying and situate between Richelieu and Champlain streets, in the town of Saint-Johns, in the district of Iberville, known and designated on the official plan and book of reference of the said town of Saint John, under the numbers ninety seven, ninety eight, ninety nine, one hundred, one hundred and one and one hundred and two, (Nos. 97, 98, 99, 100, 101 and 102)—with the buildings used as stores, printing establishments, offices, shops, &c., and other buildings thereon erected.

To withdraw (*à distraire*) however, of the said piece of ground, a strip of land of twelve feet deep on the whole width of the said lots Nos. 97, 100 and 101 ; which said strip has been expropriated by the town of Saint John, for the purpose of widening the said Richelieu street ; also another strip of land of six feet in depth on the whole width of the said lots No. 98, 99 and 102, this strip having also been expropriated by the said town of Saint John, for the purpose of widening the said Champlain street.

To be sold *en bloc*, as one and only lot, in my office, in the court house, in the town of Saint John aforesaid, on the **TWENTY NINTH** day of **SEPTEMBER** next, at **ELEVEN** of the clock in the forenoon.

LOUIS MAYRAND,

Sheriff's Office, Sheriff.
Saint John, 26th August, 1908. 3244
[First published, 29th August, 1908.]

Ventes par le Shérif—Montréal

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les **TERRES** et **HERITAGES** sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE TERRIS.*Cour Supérieure.—District de Montréal.*

Montréal, à savoir : } **DAME MARTHA MAN-**
No 1485. } **SELL**, de la cité et du
district de Montréal, veuve de feu Thomas Dwyer,
en son vivant aussi du même lieu, Demanderesse ;
contre les terres et tenements de **JOHN DWYER**,
du même lieu, Défendeur.

1° Le quatrième indivis d'un morceau de terre ou emplacement, étant la plus grande partie nord-est de la subdivision, lot numéro 61, de la subdivision officielle du lot No 87, du plan et livre de renvoi officiels du quartier Saint-Antoine, laquelle partie de lot de subdivision est bornée en front vers le sud-est par la rue Coursol, dans la cité de Montréal, en arrière vers le nord-ouest par une rue de 20 pieds de largeur, mesure anglaise, en commun avec les propriétaires des lots de terre voisins, d'un côté vers le nord-est par la rue Dominion, dans la cité de Montréal, et de l'autre côté vers le sud-ouest, par le résidu ou la plus petite

Sheriff's Sales—Montreal

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective time and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE TERRIS.*Superior Court.—District of Montreal.*

Montreal, to wit : } **DAME MARTHA MAN-**
No. 1485. } **SELL**, of the city and
district of Montreal, widow of the late Thomas
Dwyer, in his lifetime also of the same place,
Plaintiff ; against the lands and tenements of **JOHN
DWYER**, of the same place, Defendant.

1. One undivided fourth of a piece of land or emplacement being the largest and north-easterly portion of the subdivision lot number 61, of the official subdivision of the lot No. 87, on the official plan and book of reference of Saint Antoine ward, which portion of subdivision lot is bounded in front, towards the south east by Coursol street, in the city of Montreal, in rear towards the north west by a lane of 20 feet in width, english measure, in common between the proprietors of the lots of land adjoining the same, on one side towards the north east by Dominion street, in the city of Montreal, and on the other side towards south west by the

partie de la partie sud-ouest de la dite subdivision lot numéro 61, la dite partie de la dite subdivision lot numéro 61, contenant une largeur de 19 pieds sur la ligne de la dite rue Coursol, et une longueur non interrompue de 88 pieds le long de la ligne de la dite rue Dominion, de la dite rue Coursol, elle s'élargit graduellement jusqu'à une distance de 44 pieds, sur une ligne perpendiculaire à la dite rue Coursol, à laquelle distance elle mesure une largeur de 24 pieds 6 pouces, sur une ligne parallèle à la dite rue Coursol, de là, formant un angle, elle prend une largeur de 22 pieds 10 pouces seulement et augmente graduellement en largeur jusqu'à la ligne de la dite ruelle en arrière, le long de laquelle elle mesure une largeur de 23 pieds 5 pouces, sa ligne de côté sud-ouest, courant à une distance de 44 pieds de longueur ou de profondeur de la dite rue Coursol, à laquelle distance formant un angle droit et prenant une direction nord-est, courant un pied 8 pouces, de là, formant un autre angle et prenant une direction nord-ouest, courant une nouvelle profondeur de 46 pieds 2 pouces, jusqu'à la ligne de la dite ruelle en arrière, le tout mesure anglaise, plus ou moins, et sans garantie de mesure précise—et avec les bâtisses sus-érigées.

2° Un quatrième indivis d'un lot de terre situé dans la cité de Montréal, sur le niveau de la rue des Seigneurs, contenant 63 pieds 8 pouces de front sur 117 pieds 2 pouces de profondeur, mesure anglaise, plus ou moins, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels pour le quartier Saint-Antoine, dans la cité de Montréal, sous le numéro 344.

Pour être vendus dans mon bureau, dans la cité de Montréal, le PREMIER jour d'OCTOBRE prochain, à ONZE heures de l'avant-midi.

J. R. THIBAudeau,

Bureau du Shérif, Shérif.
Montréal, 26 août 1908. 2999-2
Première publication du 15 août 1908, est nulle.

[Première publication, 29 août 1908.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour de Circuit.—District de Montréal.

Montréal, à savoir : } **DAVID CRAWFORD**,
No 903. } marchand, de Montréal,
Demandeur : contre les terres et tenements de
DAME ANNY HAY, épouse commune en biens
de Martin Costigan, tous deux de Montréal, mar-
chande publique, et ce dernier tant personnelle-
ment que pour autoriser son épouse, Défendeurs.

Un lot de terre sis et situé dans le quartier Sainte Anne, de la cité de Montréal—avec une bâtisse en brique (*encased frame house*) à deux étages, avec remises en bois ; borné en front par la rue William, connu et désigné sur le plan et au livre de renvoi officiels du dit quartier Sainte-Anne, en la cité de Montréal, sous le numéro onze cent cinquante-deux (1152).

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le PREMIER jour d'OCTOBRE prochain, à TROIS heures de l'après-midi.

J. R. THIBAudeau,

Bureau du shérif, Shérif.
Montréal, 25 août 1908. 3231-2
[Première publication, 29 août 1908.]

Ventes par le Shérif—Pontiac

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lixux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.

Province de Québec, } **JOSEPH BELLEHU-**
District de Pontiac. } **MEUR**, marchand, du
No 880. } village de Lorrainville, dans
le canton de Duhamel, dans le district de Pontiac,

remainder or smallest of south westerly portion of the said subdivision lot number 61, the said portion of the said subdivision lot number 61, containing a width of 19 feet on the line of said Coursol street, and an unbroken length of 88 feet along the line of the said Dominion street, from the said Coursol street, it gradually widens, until it reaches a distance of 44 feet on a perpendicular line to the said Coursol street, at which distance it measures a width of 24 feet 6 inches on a line parallel to the said Coursol street, from thence, making an angle, it takes a width of 22 feet 10 inches only, and gradually increases in width until it reaches the line of the said rear lane, along which it measures a width of 23 feet 5 inches, its south westerly side line running at a distance of 44 feet in length or depth from the said Coursol street, at which distance making a right angle and taking a north easterly direction, it runs one foot 8 inches, from thence, making another angle and taking a north westerly direction, it runs a new depth of 46 feet 2 inches to the line of the said rear lane, the whole of the above measurement being english and more or less, and without warranty of precise measurements—and with buildings thereon erected.

2. One undivided fourth in a lot of land situate in the city of Montreal, on the level of Seigneurs street, containing 63 feet 8 inches in front by 117 feet 2 inches in depth, english measure, and more or less, and known and designated on the official plan and book of reference for Saint Antoine ward, in the city of Montreal, under number 344.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the FIRST day of OCTOBER next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

J. R. THIBAudeau,

Sheriff's Office, Sheriff.
Montreal, 26th August, 1908. 3000
First publication of the 15th August, 1908, is null.

[First published, 29th August, 1908.]

FIERI FACIAS DE TERRIS

Circuit Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit : } **DAVID CRAWFORD**,
No. 903. } merchant, of Montreal,
Plaintiff; against the lands and tenements of DAME
ANNY HAY, wife common as to property of Martin
Costigan, both of Montreal, public trader, and the
latter as well personally as to authorize his wife,
Defendant.

A lot of land situate and being in Saint Ann's ward, of the city of Montreal—with a two story brick frame house, and a wood shed ; bounded in front by William street, known and described on the official plan and book of reference of the said Saint Ann's ward, in the city of Montreal, as number eleven hundred and fifty two (1152.)

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the FIRST day of OCTOBER next, at THREE o'clock in the afternoon.

J. R. THIBAudeau,

Sheriff's Office, Sheriff.
Montreal, 25th August, 1908. 3232
[First published, 29th August, 1908.]

Sheriff's Sales—Pontiac

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and place mentioned below.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.

Province of Québec, } **JOSEPH BELLEHU-**
District of Pontiac. } **MEUR**, merchant, of the
No. 880. } village of Lorrainville, in the
township of Duhamel, in the district of Pontiac,

Demandeur ; contre ALPHONSE VEOMENIL BELANGER, cultivateur, du canton de Guigues, dans le district de Pontiac, Défendeur, à savoir :

1° Lot numéro 26, dans le 8e rang du canton de Guigues, dans le district de Pontiac, contenant cent acres de terre, plus ou moins.

2° Lots numéros 25, 26, 32 et 33, dans le 9e rang du canton de Guigues, dans le district de Pontiac, contenant chacun 112 acres de terre, plus ou moins — avec toutes les bâtisses sus-érigées et améliorations faites.

Pour être vendus dans le bureau d'enregistrement, dans le village de Ville-Marie, Qué., dans la deuxième division d'enregistrement du comté de Pontiac, le PREMIER jour d'OCTOBRE 1908, à DIX heures de l'avant-midi.

SIMON McNALLY,

Bureau du shérif,
Bryson, Qué., 22 août 1908.

Shérif.
3213-2

[Première publication, 29 août 1908.]

Plaintiff against ALPHONSE VEOMENIL BELANGER, farmer, of the township of Guigues, in the district of Pontiac, Defendant, to wit:

1. Lot number 26, in the 8th range of the township of Guigues, in the district of Pontiac, containing one hundred acres of land, more or less.

2. Lots numbers 25, 26, 32 and 33, in the 9th range of the township of Guigues, in the district of Pontiac, containing each 112 acres of land, more or less—with all the buildings and improvements thereunto belonging.

To be sold at the registry office, in the village of Ville-Marie, Que., in the second registration division of the county of Pontiac, on the FIRST day of OCTOBER, 1908, at TEN of the clock in the forenoon.

SIMON McNALLY,

Sheriff's Office,

Bryson, Que., 22nd August, 1908.

Sheriff.
3214

[First published, 29th August, 1908.]

Ventes par le Shérif—Rimouski

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les **TERRES** et **HERITAGES** sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Canada, } **H. CHOUINARD,**
Province de Québec, } **L. marchand, du village**
District de Rimouski, } **de Saint-Jérôme de Matane,**
No 393., C. C. } **Demandeur ; vs HERMAS**
ROY DIT LAUZIER, Défendeur.

Une terre située au premier rang de la paroisse de Sainte-Félicité (Cap à la Baleine), portant le numéro cent soixante-neuf (169), du cadastre officiel de la dite paroisse de Sainte-Félicité (Cap à la Baleine) ; bornée au nord au fleuve Saint-Laurent, au sud au deuxième rang, à l'est à Joseph Harrison, à l'ouest à Théodore Roy — avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendue à la porte de l'église de la paroisse de Sainte-Félicité, district de Rimouski, le **VINGTIÈME** jour d'OCTOBRE prochain 1908, à DIX heures de l'avant-midi.

ED. THERRIAULT,

Bureau du Shérif,
Rimouski, 15 septembre 1908.

Député Shérif.
3483

[Première publication, 19 septembre 1908.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Canada, } **MAURICE LEMOINE,**
Province de Québec, } **de la paroisse de Saint-**
District de Rimouski, } **Etienne de la Malbaie, dis-**
No 3637. } **trict de Saguenay, agricul-**

teur, Dame Alice Lemoine, épouse contractuellement séparée de biens de Joseph Damase Pagé, médecin, de la cité de Québec, district de Québec, Demoiselles Jeanne Lemoine et Joséphine Lemoine, filles majeures, Edmond Lemoine, artiste, tous trois de la cité de Québec, district de Québec, Alphonse Lemoine, de la cité d'Ottawa, dans la province d'Ontario, employé civil, Urie Tessier, avocat, de la cité de Québec, district de Québec, en sa qualité d'exécuteur testamentaire et d'administrateur des successions de feu l'honorable U. J. Tessier et de Dame Marguerite Kelly, son épouse, Demandeurs ; vs **PAUL BOUCHARD**, ci-devant de la paroisse de Saint-Donat, district de Rimouski, cultivateur, actuellement absent de la province de Québec, et domicilié aux états-unis d'Amérique, Défendeur.

Une terre située en la paroisse de Saint-Donat, au cinquième rang de la seigneurie Lepage et Thivierge, contenant environ six arpents de largeur, sur environ trente arpents de profondeur ; bornée

Sheriff's Sales—Rimouski

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Canada, } **H. CHOUINARD,**
Province of Quebec, } **L. merchant, of the vil-**
District of Rimouski, } **lage of Saint Jérôme de**
No 393., C. C. } **Matane, Plaintiff ; vs**
HERMAS ROY DIT LAUZIER, Defendant.

A land situate in the first range of the parish of Sainte Félicité, (Cap à la Baleine), bearing the number one hundred and sixty nine (169), of the official cadastre of the said parish of Sainte Félicité (Cap à la Baleine) ; bounded on the north by the river Saint Lawrence, on the south by the second range, on the east by Joseph Harrison, on the west by Théodore Roy — together with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of Sainte Félicité, district of Rimouski, the **TWENTIETH** day of OCTOBER next, 1908, at TEN of the clock in the forenoon.

EDOUARD THERRIAULT,

Sheriff's Office,

Rimouski, 15th September, 1908.

Deputy Sheriff.
3484

[First published, 19th September, 1908.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Canada, } **MAURICE LE-**
Province of Quebec, } **MOINE, of the**
District of Rimouski, } **parish of Saint Etienne**
No. 3637. } **de la Malbaie, district of**

Saguenay, farmer, Dame Alice Lemoine, wife separated as to property by marriage contract of Joseph Damase Pagé, physician, of the city of Quebec, Miss Jeanne Lemoine and Josephine Lemoine, spinsters, Edmond Lemoine, artist, all three of the city of Quebec, district of Quebec, Alphonse Lemoine, of the city of Ottawa, in the province of Ontario, civil service employee, Urie Tessier, advocate, of the city of Quebec, district of Quebec, in his quality of testamentary executor and of administrator of the estates of the late Honorable U. J. Tessier, and of Dame Marguerite Kelly, his wife, Plaintiffs ; against **PAUL BOUCHARD**, heretofore of the parish of Saint Donat, district of Rimouski, farmer, actually absent from the province of Quebec, and domiciled in the united states of America, Defendant.

A land situate in the parish of Saint Donat, in the fifth range of the Lepage and Thivierge seignior, containing about six arpents in width by about thirty arpents in depth ; bounded

au nord au quatrième rang de la seigneurie, à l'est à Napoléon Robichaud, au sud à la rivière Neigette, et à l'ouest au bout des six arpents, étant la dite terre connue et désignée sous les Nos cent-neuf et cent-dix (109, 110), du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Donat.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Donat, district de Rimouski, le VINGT-NEUVIÈME jour du mois de SEPTEMBRE prochain, 1908, à DIX heures de l'avant-midi.

CHS. D'ANJOU,

Bureau du Shérif, Shérif.
Rimouski, 25 août 1908. 3251-2
[Première publication, 29 août 1908.]

on the north by the fourth range of the seigniory, on the east by Napoléon Robichaud, on the south by the river Neigette, and on the west by the end of the six arpents, said land being known and described as number one hundred and nine and one hundred and ten (109 and 110), of the official cadastre of the parish of Saint Donat.

To be sold at the church door of the parish of Saint Donat, district of Rimouski, on the TWENTY-NINTH day of SEPTEMBER next (1908), at TEN of the clock in the forenoon.

CHS. D'ANJOU,

Sheriff's office, Sheriff.
Rimouski, 25th August, 1908. 3252
[First published, 29th August, 1908.]

Ventes par le Shérif—St-Hyacinthe

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les **TERRES** et **HERITAGES** sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour de Circuit.—Arthabaska.

Saint-Hyacinthe, à savoir: } **ELZEAR MARTEL**,
No 279. } **E** rentier, de la ville
de Thetford Mines, Demandeur; contre **ALFRED DENIS**, autrefois de Thetford Mines, et aujourd'hui de la ville de Edmonton, dans la province d'Alberta, Canada, Défendeur.

1° Un terrain sis et situé en la cité de Saint-Hyacinthe, rue Cascades, étant la partie du lot numéro trois cent neuf (309), du cadastre officiel de la dite cité, renfermé dans les bornes suivantes: en front partie à la dite rue Cascades et partie à une portion du lot numéro trois cent quatorze, en profondeur une ligne devant être la prolongation de celle qui divise le lot No 314 du numéro 313, d'un côté le dit lot numéro 314, et de l'autre côté de la rue Saint-Joseph—avec les bâtisses y érigées.

2° Un terrain contigu à celui ci-dessus décrit, rue Cascades, étant la partie du lot numéro trois cent quatorze (314), du cadastre officiel de la dite cité, renfermé dans les limites suivantes: en front la rue Cascades, en profondeur à des parties des lots Nos 309 et 313, appartenant à L. P. Morin, d'un côté à une portion du dit lot No 314, propriété de Eusèbe Morin, et de l'autre côté par une autre partie du lot numéro 309—avec les bâtisses y érigées.

Pour être vendus en un seul lot comme une seule propriété.

3° Un emplacement sis en la dite cité de Saint-Hyacinthe, rue Saint-Simon, de trente-cinq pieds de front sur soixante-quinze de profondeur, plus ou moins, faisant partie du lot cadastral numéro cent seize (116), de la dite cité, renfermé dans les bornes suivantes: en front la rue Saint-Simon, en profondeur le terrain de G. Bédard, d'un côté le lot No 115, appartenant à un nommé Leclair, et de l'autre côté le résidu du dit lot No 116, appartenant à Louis Plante—sans bâtisse.

Pour être vendus à mon bureau, dans le palais de justice, en la cité de Saint-Hyacinthe, le TRENTIÈME jour de SEPTEMBRE prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

JOS. L. CORMIER,

Bureau du Shérif, Shérif.
Saint-Hyacinthe, 25 août 1908. 3277-2
[Première publication 29 août 1908.]

Sheriff's Sales—St. Hyacinth

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Circuit Court.—Arthabaska.

Saint Hyacinth, to wit: } **ELZEAR MARTEL**,
No. 279. } **E** rentier, of the town
of Thetford Mines, Plaintiff; vs **ALFRED DENIS**, formerly of Thetford Mines, and now of the city of Edmonton, in the province of Alberta, Canada, Defendant.

1. A piece of ground situated in the city of Saint Hyacinth, Cascades street, being the part of lot number three hundred and nine (309), of the official cadastre of said city; bounded in front partly by the said Cascades street and partly by a portion of number three hundred and fourteen, in depth by a line must being the prolongation of the line dividing the lot No. 314 from No. 313, on one side said lot number 314, and on the other side by Saint Joseph street—with buildings thereon erected.

2. Another piece of ground contiguous to the above described Cascades street, being the part of lot number three hundred and fourteen (314), of the official cadastre of said city; bounded in front by Cascades street, in depth by the parts of lots Nos. 309 and 313, belonging to L. P. Morin, on one side by a portion of said lot No. 314, belonging to Eusèbe Morin, and on the other side by another part of lot number 309—with buildings thereon erected.

To be sold *en bloc* as one property.

3. A piece of land situated in the city of Saint Hyacinth, Saint Simon street, containing thirty five feet in width by seventy five in depth, the whole more or less, being part of cadastral lot one number hundred and sixteen (116), of said city; bounded in front by Saint Simon street, in depth by the ground of G. Bedard, on one side by lot number 115, belonging to Leclair, and on the other side by the remainder of said lot No. 116, belonging to L. Plante—without building.

To be sold in my office, in the court house, in the city of Saint Hyacinth, on the THIRTIETH day of SEPTEMBER next, at TEN of the clock in the forenoon.

JOS. L. CORMIER,

Sheriff's Office, Sheriff.
Saint Hyacinth, 25th August, 1908. 3278
[First published, 29th August, 1908.]

Nominations

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par ordre en conseil, en date du 10 septembre 1908, de nommer M. W. Joseph Tremblay, marchand, de la ville de Roberval, percepteur du revenu pour le district du Lac Saint-Jean-Ouest.

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par ordre en conseil, en date du 10 septembre 1908, de nommer M. Wallace Dawson, chimiste, de la cité de Montréal, percepteur du revenu de la province, pour le district de Montréal.

3495

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par ordre en conseil, en date du 26 septembre 1908, de nommer M. François Xavier Denis, notaire, de Saint-Jean Port Joli, greffier de la cour de circuit, dans et pour le comté de l'Islet.

3493

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par ordre en conseil, en date du 5 septembre 1908, de nommer MM. Otis Shurtleff, actuellement greffier de la cour de circuit, et M. Léon Trudeau, tous deux de Coaticook, conjointement greffier de la cour de circuit, dans et pour le comté de Stanstead, à Coaticook.

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par un ordre en conseil, en date du vingt-sixième jour d'août 1908, de nommer MM. Arthur Desjardins, avocat, et Evariste Brassard, avocat, de la cité de Montréal, conjointement percepteur des droits de successions pour le district de Montréal, sous la rubrique de Desjardins & Brassard.

3491

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par ordre en conseil, en date du 5 septembre, 1908, d'adjoindre à la commission de la paix pour le district de Terrebonne, M. Victor T. Daubigny, médecin-vétérinaire, de la ville de Terrebonne.

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par un ordre en conseil, en date du 10 septembre 1908, d'adjoindre à la commission de la paix pour le district de Montréal, M. Paul Ste Marie, comptable, No 337a, rue Beaudry, de la cité de Montréal.

3489

No 1660 Elec.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

Nomination d'un commissaire d'écoles pour Labelle, comté d'Ottawa.

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR en conseil, par arrêté du 10 septembre courant (1908), de nommer M. Joseph Larouche, commissaire d'écoles pour la municipalité scolaire de Labelle, comté d'Ottawa, en remplacement de M. Arthur Francoeur, démissionnaire.

3511

DÉPARTEMENT DU SECRÉTAIRE DE LA PROVINCE.

Québec, 18 septembre 1908.

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR de nommer Conseil en Loi du Roi, par commission sous le grand Sceau de la province, M. Auguste Pacaud, avocat, de Saint-Joseph, district de Beauce, (section de Québec).

3519

Appointments

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, by order in council, dated the 10th of September, 1908, to appoint Mr. W. Joseph Tremblay, merchant, of the town of Roberval, revenue collector for the district of Lake Saint John West.

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, by order in council, dated the 10th of September, 1908, to appoint Mr. Wallace Dawson, chemist, of the city of Montreal, provincial revenue collector for the district of Montreal.

3496

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, by order in council, dated the 26th day of September, 1908, to appoint Mr. François Xavier Denis, notary, of Saint-Jean Port Joli, clerk of the circuit court in and for the county of l'Islet.

3494

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, by order in council, dated the 5th of September, 1908, to appoint Messrs. Otis Shurtleff, actually clerk of the circuit court, and Mr. Leon Trudeau, both of Coaticook, joint clerk of the circuit court in and for the county of Stanstead, at Coaticook.

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, by order in council, dated the twenty sixth day of August, 1908, to appoint Messrs. Arthur Desjardins, advocate, and Evariste Brassard, advocate, of the city of Montreal, joint collector of succession duties for the district of Montreal, under the firm of Desjardins & Brassard.

3492

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, by order in council, dated the 5th of September, 1908, to associate to the commission of the peace for the district of Terrebonne, Mr. Victor T. Daubigny, veterinary surgeon, of the town of Terrebonne.

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, by order in council, dated the 10th of September, 1908, to associate to the commission of the peace for the district of Montreal, Mr. Paul Ste Marie, accountant, No. 337a, Beaudry street, of the city of Montreal.

3490

No. 1660 Elec.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

Appointment of a school commissioner for Labelle, county of Ottawa.

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, by order in council, dated the 10th of September instant (1908), to appoint Mr. Joseph Larouche, school commissioner for the school municipality of Labelle, county of Ottawa, to replace Mr. Arthur Francoeur, who has resigned.

3512

PROVINCIAL SECRETARY'S DEPARTMENT.

Québec, 18th September, 1908.

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased to appoint King's Counsel, by commission under the Great Seal of the province, Mr. Auguste Pacaud, advocate, of Saint Joseph, district of Beauce, (Quebec section).

3520

Avis du Gouvernement

No 2171-08.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

Changement de nom d'une municipalité scolaire.

Avis aux intéressés.

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR en conseil, par arrêté du 10 septembre courant 1908, de changer le nom de la municipalité scolaire du village du Boulevard Saint-Paul, comté d'Hochelaga, en celui de la municipalité de la ville Emard.

3507

No 1730-08.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

Changement de nom d'une municipalité scolaire.

Avis aux intéressés.

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR en conseil, par arrêté du 10 septembre courant (1908), de changer le nom de la municipalité scolaire de la banlieue de Québec, comté de Québec, en celui de la municipalité scolaire de la ville de Montcalm.

3509

La compagnie "Acadia Fire Insurance Company" a été autorisée à faire des opérations dans la province de Québec.

La principale place d'affaires, dans la province, est à Montréal.

Son agent principal, aux fins de recevoir les assignations en toutes actions et procédures exercées contre elle, est M. Thomas Louis Morrissey, de la cité de Montréal.

L. RODOLPHE ROY,

Secrétaire de la province.

Québec, 17 septembre 1908.

3521

Avis de Faillites

EN VERTU DE L'ACTE DES LIQUIDATIONS.

Dans l'affaire de Théodore Lefebvre & Cie., limitée,
En liquidation.

Je, soussigné, Archibald W. Stevenson, de la cité de Montréal, comptable licencié, ai été nommé liquidateur dans cette affaire.

Les créanciers sont requis de filer leurs réclamations devant moi sous trente jours.

A. W. STEVENSON,

Liquidateur.

Bank of Toronto Chambers.

Montréal, 16 septembre 1908.

3501

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*

In re Zéphirin Lebrun, boulanger, de la cité de Montréal, Insolvable.

En vertu d'un ordre de la cour, en date du 27 août 1908, j'ai été nommé curateur aux biens de cette succession.

Toutes personnes ayant des réclamations contre cette succession sont requises de les produire devant moi, dans les trente jours de cette date.

NAPOLEON ST. AMOUR,

Curateur.

11, Place d'Armes.

Montréal, 16 septembre 1908.

3497

Government Notices

No. 2171.08.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

The change of the name of a school municipality.

Notice to whom the same may concern.

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, by order in council, dated the 10th of September instant, 1908, to change the name of the school municipality of the village of the Boulevard Saint Paul, in the county of Hochelaga, into that of the municipality of the town Emard.

3508

No 1730-08.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

The change of the name of a school municipality.

Notice to whom the same way concern.

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, by order in council, dated the 10th of September instant (1908), to change the name of the school municipality of the "Banlieue of Quebec", county of Quebec, into that of the municipality of the "Town of Montcalm".

3510

"The Acadia Fire Insurance Company" has been authorized to do business in the province of Quebec.

Its chief place of business, in the province, is at Montreal.

Its principal agent, for the purpose of receiving services in any suits and proceedings instituted against it, is Mr. Thomas Louis Morrissey, of the city of Montreal.

L. RODOLPHE ROY,

Provincial Secretary.

Quebec, 17th September, 1908.

3522

Bankrupt Notices

UNDER THE WINDING UP ACT.

In the matter of Theodore Lefebvre & Co., limited,
In liquidation.

I, the undersigned, Archibald W. Stevenson, of the city of Montreal, chartered accountant, have been appointed liquidator in this matter.

Creditors are requested to file their claims before me within thirty days.

A. W. STEVENSON,

Liquidator.

Bank of Toronto Chambers.

Montreal, 16th September, 1908.

3552

Province of Québec, }
District of Montréal. } *Superior Court.*

In re Zéphirin Lebrun, baker, of the city of Montreal, Insolvent.

By order of the court, dated the 27th day of August, 1908, I have been appointed curator to the estate.

All persons having claims against the said insolvent are required to file them at my office, within thirty days from this date.

NAPOLEON ST. AMOUR,

Curator.

11, Place d'Armes.

Montreal, 16th September, 1908.

3498

Cour Supérieure.—Kamouraska.

No 277.

Eugène Prévost, comptable, de Montréal,
Requérant cession ;

et

Dame veuve Eustache Marchand, de la ville de
Fraserville, Faillie.Avis est donné que, ce jour, le soussigné a été
nommé curateur aux biens de la faillite, qui a fait
cession de ses biens pour le bénéfice de ses créan-
ciers.Les réclamations, attestées sous serment, doivent
être produites entre mes mains, dans les trente
jours de cet avis.

P. LANGLAIS,

Curateur.
3515

Fraserville, 4 septembre 1908.

Province de Québec,
District de Montréal.} *Cour Supérieure.*In re Abi Parnas, 494, Saint-Laurent, Montréal,
Insolvable.Avis est donné par les présentes que, le 17^e jour
de septembre 1908, j'ai été nommé, par ordre de la
cour, gardien provisoire aux biens de la dite faillite.

A. A. PAGEAU,

Gardien provisoire.

Bureau de V. Lamarre, 99, rue Saint-Jacques.

Montréal, 17 septembre 1908. 3513

Province de Québec,
District de Montréal.} *Cour Supérieure.*Dans l'affaire de Jean Bousquet, restaurateur, ville
Saint-Louis, Failli.Un premier et dernier bordereau de dividende a
été préparé en cette affaire et sera sujet à objection
jusqu'au 6 octobre 1908, après lequel jour le divi-
dende sera payable à mon bureau.

NAPOLEON ST. AMOUR,

Curateur.

11, Place d'Armes.

Montréal, 19 septembre 1908.

3499

Licitation

Province de Québec,
District de Montréal.} *Cour Supérieure*

No 2111.

Toussaint Benjamin Hector Prévost,

Demandeur ;

vs

Charles Arthur Gustave Prévost et al.,

Défendeurs.

Avis est donné qu'en vertu d'un jugement de la
cour supérieure siégeant à Montréal, dans le district
de Montréal, rendu le 29 juin 1908, dans une cause
dans laquelle Toussaint Benjamin Hector Prévost,
de la cité et du district de Montréal, courtier, et
lieutenant colonel en retraite, était Demandeur ;
contre Charles Arthur Gustave Prévost, autrefois
de la cité et du district de Montréal, maintenant
absent en France ; Edouard Henri Armand Prévost,
de la dite cité de Montréal ; Dame Marie Rhéa
Berthe Prévost, de la cité de Montréal, veuve de
feu Elzéar Berthelot ; Dame Marie Elizabeth Adèle
Prévost, de la cité de Montréal, épouse contrac-
tuellement séparée de biens de Azarie Brodeur,
médecin, du même lieu, et le dit Azarie Brodeur,
pour autoriser sa dite épouse ; Valmore Lamache,
notaire, de la dite cité de Montréal, en sa qualité
d'exécuteur testamentaire du testament de feu
Louis Roméo Prévost, en son vivant du même lieu ;
Dame Aline Prévost, de la cité de New-York,
dans l'état de New-York, l'un des états-unis
d'Amérique, épouse séparée de biens de Charles
Lamère, de la cité et du district de Québec,
et le dit Charles Lamère, pour autoriser sa dite
épouse ; St. Denis Prévost, de la dite cité de
Montréal ; Hermine Prévost, de la dite cité de

Superior Court.—Kamouraska.

No. 277.

Eugène Prevost, accountant, of Montreal,
Petitioner for assignment ;
andDame widow Eustache Marchand, of the town of
Fraserville, Insolvent.Notice is given that, this day, the undersigned
has been appointed curator to the estate of the said
insolvent, who has made an assignment of her
assets for the benefit of her creditors.Sworn claims must be filed with me within
thirty days from this notice.

P. LANGLAIS,

Curator.
3516

Fraserville, 4th September, 1908.

Province of Quebec,
District of Montreal.} *Superior Court*In re Abi Parnas, 494, Saint Lawrence, Montreal,
Insolvent.Notice is given that, on the 17th day of
September, 1908, by order of the court, I have
been appointed provisional guardian to this estate.

A. A. PAGEAU,

Provisional guardian.

Office of V. Lamarre, 99, Saint James street.

Montreal, 17th September, 1908. 3514

Provinces of Quebec,
District of Montreal.} *Superior Court.*In the matter of Jean Bousquet, restaurant keeper,
town of Saint Louis, Insolvent.A first and final dividend sheet has been prepared
in this matter, open to objection until the 6th of
October, 1908, after which date the dividend will
be payable at my office.

NAPOLEON ST. AMOUR,

Curator.

11, Place d'Armes.

Montreal, 19th September, 1908.

3500

Licitation

Province of Quebec,
District of Montreal.} *Superior Court.*

No. 2111.

Toussaint Benjamin Hector Prévost,

Plaintiff

vs

Charles Arthur Gustave Prévost et al.,

Defendants.

Notice is hereby given that in virtue of a judg-
ment of the superior court, sitting at Montreal, in
the district of Montreal, rendered on the 29th of
June, 1908 in a suit in which Toussaint Benjamin
Hector Prevost, of the city and district of Quebec,
broker and retired colonel, was plaintiff ; against
Charles Arthur Gustave Prevost, formerly of the
city and district of Montreal, now absent in France ;
Edouard Henri Armand Prevost, of the said city
of Montreal ; Dame Marie Rhéa Berthe Prevost, of
the said city of Montreal, widow of the late Elzéar
Berthelot ; Dame Marie-Elizabeth A. Prevost,
of the city of Montreal, wife separated as to prop-
erty by marriage contract of Azarie Brodeur, phy-
sician, of the same place, and the said Azarie Bro-
deur to authorize his said wife ; Valmore Lamarche,
notary, of the said city of Montreal, in his quality
of testamentary executor to the will of the late Louis
Roméo Prevost, in his lifetime of the same place ;
Dame Aline Prevost, of the city of New York, in
the state of New York, one of the united states of
America, wife separated as to property of Charles
Lamere, of the city and district of Quebec, and
the said Charles Lamere to authorize his said wife ;
St. Denis Prevost, of the said city of Montreal ;
Hermine Prevost, of the said city of Montreal

tréal ; Marie-Louise Prévost, de la dite de Montréal ; les dits Aline Prévost, St. Denis Prévost, Hermine Prévost et Marie Louise Prévost comme représentants de feu leur père Amable Oscar Alexandre Prévost, en son vivant de la dite cité de Québec, étaient Défendeurs, et l'honorable Charles J. Doherty, de la dite cité de Montréal, un des honorables juges de la cour supérieure en retraite, était intervenant, en sa qualité de curateur à la substitution créée par l'acte de donation du 25 octobre 1883, consenti devant Mre G. M. Prévost, notaire, par Dame Marie Rosalie Victoire Bernard à ses héritiers, les défendeurs.

Le dit jugement ordonnant la licitation de certains immeubles faisant l'objet de l'action en partage en cette cause, savoir :

Dans la division d'enregistrement de Montréal-Ouest :

(a) Un terrain désigné au cadastre hypothécaire sous le numéro dix-sept cent quatre (1704), du quartier Saint-Antoine, contenant deux cent vingt pieds et neuf pouces de largeur sur cent vingt-huit pieds et trois pouces de profondeur, formant vingt-huit mille pieds en superficie ; borné en front par la rue Lamontagne, en profondeur par le lot No officiel (1703), d'un côté par la rue Sainte-Catherine, et de l'autre côté par le terrain ci-après décrit, immédiatement démembré du lot numéro officiel (1705)

(b) Une portion du dit lot numéro dix-sept cent cinq, de la contenance de cinquante pieds de largeur sur cent vingt-huit pieds et six pouces de profondeur, prenant son front sur la dite rue Lamontagne, aboutissant en profondeur au lot numéro officiel (1703), joignant d'un côté le lot en premier lieu décrit No 1704, et d'autre côté au reste du dit lot No 1705.

(c) Un terrain désigné au dit cadastre sous le numéro onze cent soixante et dix-huit, du quartier Sainte-Anne, contenant deux cent soixante et neuf pieds de largeur sur cent pieds de profondeur, formant vingt-six mille neuf cents pieds ; borné en front par la rue William, en profondeur par le lot numéro officiel (1169), par les lots numéros 1169-9 et 1177, d'un côté par la rue Saint-Martin, et de l'autre côté par la rue Richmond.

(c 2) Un terrain désigné au dit cadastre (du quartier Sainte-Anne), sous le numéro officiel six cent treize (613), de figure irrégulière, contenant deux mille quatre-vingt-dix (2090) pieds en superficie ; borné en front par la rue Saint-Patrice, en profondeur par le lot numéro officiel six cent quarante et un (641), d'un côté par le lot numéro officiel six cent quarante-deux (642), de l'autre côté par le numéro officiel six cent quatorze (614).

(d) Un terrain désigné au dit cadastre sous le numéro officiel six cent quatorze, du dit quartier Sainte-Anne, contenant cinq mille sept cent soixante pieds en superficie, étant de figure irrégulière ; borné en front par la rue Saint-Patrice et la rue Saint-Etienne, en profondeur par le dit lot numéro officiel 613 précédent, et de l'autre côté par le lot numéro officiel 615 suivant.

(e) Un terrain désigné au dit cadastre sous le dit numéro officiel six cent quinze, du dit quartier Sainte-Anne, contenant quarante pieds de largeur sur quatre-vingts pieds de profondeur, formant trois mille deux cents pieds en superficie ; borné en front par la rue Saint-Etienne, en profondeur par le numéro officiel 639 ci-après, d'un côté par le dit lot numéro officiel 614 précédent, et de l'autre côté par le numéro officiel 616.

(f) Un terrain désigné au dit cadastre numéro officiel six cent trente neuf, du dit quartier Sainte-Anne, contenant quarante pieds de largeur sur cent pieds de profondeur, formant quatre mille pieds en superficie ; borné en front par la rue de la Ferme, en profondeur par le dit lot numéro officiel 615 précédent, d'un côté par le lot numéro officiel 638, et de l'autre côté par le lot numéro officiel 640, suivant

Marie Louise Prevost, of the said city of Montreal ; the said Aline Prevost, St. Denis Prevost, Hermine Prevost, and Marie Louise Prevost as representatives of their father the late Amable Oscar Alexandre Prevost, in his lifetime of the said city of Quebec, were Defendants, and the Honorable Charles J. Doherty, of the said city of Montreal, one of the Honorable judges of the superior court, retired, was intervening party, in his quality of curator to the substitution created by the deed of gift of the 25th of October, 1883, passed before Mre G. M. Prevost, notary, by Dame Marie Rosalie Victoire Bernard to her heirs, the defendants.

The said judgment ordering the licitation of certain immovables forming the object of the suit for a partition in this cause, to wit :

In the registration division of Montreal West.

(a) A lot described on the hypothecary cadastre as number seventeen hundred and four (1704), of Saint Antoine ward, containing two hundred and twenty feet nine inches in width by one hundred and twenty eight feet three inches in depth, forming twenty eight thousand feet in area ; bounded in front by Mountain street, in rear by the lot official No. 1703, on one side by Sainte Catherine street, and on the other side by the lot hereinafter described, immediately dismembered from lot official number 1705.

(b) A portion of the said lot number seventeen hundred and five, containing fifty feet in width by one hundred and twenty eight feet six inches in depth, fronting on Mountain street aforesaid, ending in rear at lot official number 1703 ; bounded on one side by the lot firstly described No. 1704, and on the other side by the residue of the said lot No. 1705.

(c) A lot described on the said cadastre as number eleven hundred and seventy eight, in Sainte Anne's ward, containing two hundred and sixty nine feet in width by one hundred feet in depth, forming twenty six thousand, nine hundred feet ; bounded in front by William street, in rear by the lot official number 1169, by lots numbers 1169-9 and 1177, on one side by Saint Martin street, and on the other side by Richmond street.

(c 2) A lot described on the said cadastre (of Saint Ann's ward) as the official number six hundred and thirteen (613), of irregular outline, containing two thousand and ninety feet (2090) in area, bounded in front by Saint Patrick street, in rear by the lot official number six hundred and forty one (641), on one side by the lot official number six hundred and forty two (642), and on the other side by the official number six hundred and fourteen (614).

(d) A lot described on the said cadastre as official number six hundred and fourteen, of the said Saint Ann's ward, containing five thousand seven hundred and sixty feet in area, being of irregular outline ; bounded in front by Saint Patrick and Saint Stephen street, in rear by the said preceding lot official number 613, and on the other side by the following lot official number 615.

(e) A lot described on the said cadastre as the said official number six hundred and fifteen, of the said Saint Ann's ward containing forty feet in width by eighty feet in depth, forming threethousand two hundred feet in area ; bounded in front by Saint Stephen street, in rear by the following lot official number 639, on one side by the said preceding lot official number 614 and on the other side by the official number 616.

(f) A lot described on the said cadastre as the official number six hundred and thirty nine, of the said Saint Ann's ward, containing forty feet in width by one hundred feet in depth, forming four thousand feet in area ; bounded in front by Farm street, in rear by the said lot preceding lot official number 615, on one side by the lot official number 638, and on the other side by the following lot official number 640.

(g) Un terrain désigné au dit cadastre sous le numéro officiel six cent quarante, du dit quartier Sainte-Anne, contenant quarante pieds de largeur sur cent pieds de profondeur, formant quatre mille pieds en superficie; borné en front par la dite rue de la Ferme, en profondeur par le dit numéro officiel 614 précédent, d'un autre côté par le dit numéro officiel 639 aussi précédent, et de l'autre côté par le lot numéro officiel 41 suivant.

(h) Un terrain désigné au dit cadastre sous le numéro officiel six cent quarante et un du dit quartier Sainte-Anne, contenant quarante pieds de largeur sur cent pieds de profondeur, formant quatre mille pieds en superficie; borné en front par la dite rue de la Ferme, en profondeur par le dit lot numéro officiel 613 précédent, d'un côté par le dit lot numéro officiel 640 aussi précédent et de l'autre côté par le lot numéro officiel 642 suivant:

(i) Un terrain désigné au dit cadastre sous le numéro officiel six cent quarante-deux, du dit quartier Sainte-Anne, contenant neuf mille neuf cent soixante pieds en superficie, de figure irrégulière et triangulaire; borné au sud par la dite rue de la Ferme, au nord-ouest par la rue Saint-Patrice, à l'est, par les dits lots numéros officiels 613 et 641 précédents et aboutissant à l'ouest à un ponceau.

Dans la division d'enregistrement de Montréal-Est.

(j) Un terrain désigné au dit cadastre sous le numéro officiel soixante et dix-sept, du quartier Est de figure irrégulière, ayant soixante et seize pieds six pouces de largeur sur la place Jacques-Cartier où il est borné en front, en profondeur par les lots numéros officiels 72, 76, 80, joignant d'un côté au dit lot numéro officiel 76, et de l'autre côté au lot numéro officiel 78.

(k) Un terrain désigné au dit cadastre sous le numéro officiel cent quarante-trois, du quartier Ste-Marie, de figure irrégulière, ayant deux cent cinquante et un pieds de front sur la rue Craig qui le borne par devant, deux cent quarante-huit pieds et six pouces en arrière dans la ligne nord-ouest, quatre-vingts pieds de la ligne sud-ouest sur la rue Salaberry, cinquante-sept pieds neuf pouces dans la ligne nord-est sur la rue St-Ignace, contenant seize mille quatre cent cinquante-huit pieds en superficie; borné en profondeur par les lots numéros officiels 144 et 149.

(l) Un terrain désigné au dit cadastre sous le numéro officiel treize cent six, du dit quartier Ste-Marie, contenant quatre-vingt-cinq pieds et six pouces de largeur sur cent soixante et trois pieds de profondeur, formant treize mille neuf cent trente six pieds en superficie; borné en front par la rue Parthenais, en profondeur par une ruelle, d'un côté par une rue projetée, de l'autre côté par la rue Ontario.

(m) Un terrain désigné au dit cadastre hypothécaire sous le numéro officiel quatorze cent quatre-vingt-trois, de quarante-sept pieds de largeur sur cent cinquante pieds de longueur; borné en front par la rue Parthenais, en profondeur par une ruelle, et d'un côté par la rue Ontario, et de l'autre côté par le lot numéro officiel 1483.

Comtés Jacques-Cartier et d'Hochelaga, village incorporé de la Côte Visitation.

(n) Un terrain désigné au cadastre hypothécaire des dits comtés, sous le numéro officiel quatre-vingt-cinq, du dit village incorporé de la Côte Visitation au dit comté d'Hochelaga, contenant trente-sept pieds six pouces de largeur sur quatre-vingt-trois pieds neuf pouces de profondeur, formant trois mille cinq cent seize pieds en superficie; borné en front par la rue Paris, en profondeur par le lot numéro officiel 124, ci-après mentionné, d'un côté par le numéro officiel 84, et de l'autre côté par le numéro officiel 86, suivant.

(o) Un terrain désigné au dit cadastre hypothécaire des dits comtés, sous le numéro officiel quatre-vingt-six, du dit village, contenant trente-six pieds six pouces de largeur sur quatre-vingt-trois pieds neuf pouces de profondeur, formant trois mille cinq

(g) A lot described on the said cadastre as official number six hundred and forty, of the said Sainte Ann's ward, containing forty feet in width by one hundred feet in depth, forming four thousand feet in area; bounded in front by the said Farm street, in rear by the said preceding official number 614, on the other side also by the said preceding official number 639 and on the other side by the said lot following official number 641.

(h) A lot described on the said cadastre as the official number six hundred and forty one, of the said Saint Ann's ward, containing forty feet in width by one hundred feet in depth, forming four thousand feet in area; bounded in front by the said Farm street, in rear by the said preceding lot official number 613, on one side by preceding lot official number 640, and on the other side by the following lot official number 642.

(i) A lot described on the said cadastre as official number six hundred and forty two, of the said Saint Ann's ward, containing nine thousand nine hundred and sixty feet in area, of irregular and triangular outline; bounded on the south by the said Farm street, on the north west by Saint Patrick street, on the east by the said preceding lots official numbers 613 and 641, and ending on the west at a post.

In the registration division of Montreal East.

(j) A lot described on the said cadastre as the official number seventy seven, of East ward, of irregular outline, having seventy six feet six inches in width on Jacques Cartier square, where it is bounded in front, in rear by the lots official numbers 72, 76, 80; bounded on one side by the said lot official number 76, and on the other side by the lot official number 78.

(k) A lot described on the said cadastre as the official number one hundred and forty three, of Saint Mary's ward, of irregular outline, having two hundred and fifty one feet in front on Craig street, which bounds it in front, two hundred and forty eight feet six inches in rear in the north west line, eighty feet from the south west line on Salaberry street, fifty seven feet nine inches in the north east line on Saint Ignatius street, containing sixteen thousand four hundred and fifty eight feet in area; bounded in rear by the lots official numbers 144 and 149.

(l) A lot described on the said cadastre as the official number thirteen hundred and six, of the said Saint Mary's ward, containing eighty five feet six inches in width, by one hundred and sixty three feet in depth, forming thirteen thousand nine hundred and thirty six feet in area; bounded in front by Parthenais street, in rear by a lane, on one side by a projected street, on the other side by Ontario street.

(m) A lot described on the said hypothecary cadastre as official number fourteen hundred and eighty-three, of forty seven feet in width by one hundred and fifty feet in length; bounded in front by Parthenais street, in rear by a lane, and on one side by Ontario street, and in the other side by the lot official number 1483.

Counties of Jacques Cartier and Hochelaga, incorporated village of Côte de la Visitation.

(n) A lot described on the hypothecary cadastre of the said counties, as the official number eighty five of the said incorporated village of Côte Visitation in the said county of Hochelaga, containing thirty seven feet six inches in width by ninety three feet nine inches in depth, forming three thousand five hundred and sixteen feet in area; bounded in front by Paris street, in rear by the lot official number 124, hereinafter mentioned, on one side by the official number 84, and on the other side by the following official No. 86.

(o) A lot described on the said hypothecary cadastre of the said counties, as the official number eighty six of the said village, containing thirty six feet six inches in width by ninety three feet nine inches in depth, forming three thousand five hundred and

cent seize pieds en superficie ; borné en front par la rue Paris, en profondeur par le numéro officiel cent vingt-trois (123), ci-après, d'un côté par le lot numéro quatre-vingt-cinq (85), et de l'autre côté par le lot numéro officiel (87).

(p) Un terrain désigné au cadastre hypothécaire des dits comtés, sous le numéro officiel cent vingt-deux, dit village, contenant trente-sept pieds six pouces de largeur sur quatre-vingt-treize pieds neuf pouces de profondeur, formant trois mille cinq cent seize pieds en superficie ; borné en front par la dite avenue Colborne, en profondeur par le lot numéro officiel 87, d'un côté par le lot numéro officiel 121 précédent, et de l'autre côté par le lot numéro officiel 123, suivant.

(q) Un terrain désigné au cadastre hypothécaire des dits comtés, sous le numéro officiel cent vingt-trois, du dit village, contenant trente-sept pieds six pouces de largeur sur quatre-vingt-treize pieds neuf pouces de profondeur, formant trois mille cinq cent seize pieds en superficie ; borné en front par la dite avenue Colborne, en profondeur par le dit numéro officiel 86 qui précède, d'un côté par le dit lot numéro officiel 122 précédent, et de l'autre côté par le lot numéro officiel 124, suivant.

(r) Un terrain désigné au cadastre hypothécaire des dits comtés, sous le numéro officiel cent vingt-quatre, du dit village, contenant trente-sept pieds six pouces de largeur sur quatre-vingt-treize pieds neuf pouces de profondeur, formant trois mille cinq cent seize pieds en superficie ; borné en front par la dite avenue Colborne, en profondeur par le lot numéro officiel 185 précédent, d'un côté par le numéro officiel 123 précédent, et de l'autre côté par le numéro officiel 125.

L'étendue de tous les dits fonds a été donnée à la mesure anglaise et sans aucune garantie au cas que la mesure serait inférieure à celle fixée.

Les immeubles ci-dessus désignés seront mis à l'enchère et adjugés au plus offrant et dernier enchérisseur, le VINGT-HUITIÈME jour d'OCTOBRE prochain, 1908, à DIX heures ET DEMIE du matin, cour tenante, dans la salle d'audience, du palais de justice de Montréal, chambre No 31 ; sujets aux charges, clauses et conditions indiquées dans le cahier des charges, déposé au greffe du protonotaire de la dite cour ; et que toute opposition afin d'annuler, afin de charge ou afin de distraire à la dite licitation, devra être déposée au greffe du protonotaire de la dite cour, au moins 12 jours avant le jour fixé comme susdit pour la vente et adjudication, et que toute opposition afin de conserver devra être déposée dans les six jours après l'adjudication, et, à défaut par les parties de déposer les dites oppositions dans les délais prescrits par le présent, elles seront forcloses du droit de le faire.

BASTIEN, BERGERON,
COUSINEAU & JASMIN,
Avocats du demandeur.

Montréal, 16 septembre 1908. 3505
[Première publication, 19 septembre 1908.]

sixteen feet in area ; bounded in front by Paris street, in rear by the official number one hundred and twenty three (123) hereinafter, on one other side by the lot official number eighty five (85), and on the other side by the lot official number 87.

(p) A lot described on the hypothecary cadastre of the said counties, as the official number one hundred and twenty two, of the said village, containing thirty seven feet six inches in width by ninety three feet nine inches in depth, forming three thousand five hundred and sixteen feet in area ; bounded in front by the said Colborne avenue, in rear by the lot official number 87, on one side by the preceding lot official number 121, and on the other side by the following lot official number 123.

(q) A lot described in the hypothecary cadastre of the said counties, as the official number one hundred and twenty three, of the said village, containing thirty seven feet six inches in width, by ninety three feet nine inches in depth, forming three thousand five hundred and sixteen feet in area ; bounded in front by the said Colborne avenue, in depth by the said official preceding number 86, on one side by the said preceding lot official number 122, and on the other side by the following lot official number 124.

(r) A lot described on the hypothecary cadastre of the said counties, as the official number one hundred and twenty four, of the said village, containing thirty seven feet six inches in width by ninety three feet nine inches in depth, forming three thousand five hundred and sixteen feet in area ; bounded in front by the said Colborne Avenue, in rear by the preceding lot official number 185, on one side by the preceding lot official number 123, and on the other side by the official number 125.

The extent of these said lots has been given in english measure and without any warranty in case the measure is less than the one fixed.

The immovables above described will be put up at auction and adjudged to the last and highest bidder, on the TWENTYEIGHTH day of OCTOBER next, 1908 at HALF PAST TEN of the clock in the forenoon, sitting the court, in the court room No. 31, in the court house, of Montreal ; subject to the charges, clauses and conditions contained in the list of charges, deposited in the office of the prothonotary of the said court ; and that any opposition to annul, to secure charges or to withdraw to be made to the said licitation, must be filed in the office of the prothonotary of the said court, at least twelve days before the day fixed as aforesaid for the sale and adjudication ; and that any opposition for payment must be filed within six days after the adjudication ; and failing the parties to file such opposition within the delays hereby mentioned, they will be foreclosed from so doing.

BASTIEN, BERGERON,
COUSINEAU & JASMIN,
Attorneys for plaintiff.

Montreal, 16th September, 1908. 3506
[First published, 19th September, 1908.]

Index de la Gazette Officielle de Québec No 38

ACTIONS EN SÉPARATION DE BIENS :— Dmes Campeau vs Landry, 1530; Dupuis vs Chaput, 1531; Gauthier vs Genest, 1530; Giddings vs Eldridge, 1530; Lemoine vs Ledoux, 1531; Racicot vs Brunet, 1530; St. Cyr vs Boyer, 1529; Vigneau vs Arseneau, 1530.

ANNONCEURS :—Avis aux :— Concernant avis, etc., 1519.

ASSOCIATION, ASSURANCE OU SOCIÉTÉ :— Cie d'Assurance Mutuelle contre le feu de la paroisse de Saint-Roch des Aulnaies, 1529; La Manufacture d'Ouvertures de Saint-Louis de Lévis, 1522.

BILLS PRIVÉS, P. Q. :—Avis au sujet des :— Assemblée législative, 1527; Conseil législatif, 1526.

COMPAGNIE AUTORISÉE A FAIRE DES OPÉRATIONS :— Acadia Fire Insurance Company, 1541.

DÉCRET CANONIQUE :— Paroisse de Saint-Jean Berchmans, 1531.

FAILLIS :— Bousquet, 1542; Lebrun, 1541; Lefebvre & Cie, 1541; Marchand (Dme), 1542; Parnas, 1542; Quevillon, 1532.

LETTERES PATENTES :— Canadian Pulpwood Coy, 1523; Saint Lawrence Stevedoring Coy, 1524; The Beaurivage Lumber Coy, 1524; The Montcalm Construction Coy, 1522; The Prospect Hill Gold Mining Coy, 1524.

MUNICIPALITÉS SCOLAIRES :— Changement de nom :—Municipalité de la ville d'Emard, 1541; Municipalité de la ville de Montcalm, 1541.

NOMINATIONS :— Commissaires d'écoles :—Label, comté d'Ottawa, 1540.

Conseils du Roi :—Section de Montréal, 1519.

Coroner :—District de Terrebonne, 1520.

Cour des commissaires :—Paroisse de Sainte-Adèle, 1519.

Estimateurs :—Municipalité du village de Saint-Moise, 1520; Municipalité de Saint-Fabien-Panet, 1520.

Greffiers, cour de circuit :—L'Islet, 1541; Stanstead, 1540.

Juges de paix :—Terrebonne, 1541; Montréal, 1540.

Percepteurs du revenu :—District du Lac Saint-Jean-Ouest, 1540; Montréal, 1540.

Percepteurs conjoints des droits de succession :—District de Montréal, 1540.

Recorder :—Cité de Hull, 1541.

NOTAIRES, MINUTES DE, DEMANDE DE TRANSFERT :— Jos. R. L. Lemieux, 1525.

PROCLAMATIONS :— Convocation des chambres, 1522; Loi relative aux magistrats de police, 1521; Paroisse de Sainte-Cécile, 1520.

RÈGLE DE COUR :— Yvon vs Messier, 1533.

RESOLUTION :— Conseil municipal du comté de Bellechasse, 1531.

VENTES PAR LICITATION :— Ouellet vs Viel et al, 1533; Prévost vs Prévost et al, 1542.

Index of the Quebec Official Gazette, No. 38

ACTIONS FOR SEPARATION AS TO PROPERTY :— Dmes Campeau, vs Landry, 1530; Dupuis vs Chaput, 1531; Gauthier vs Genest, 1530; Giddings vs Eldridge, 1530; Lemoine vs Ledoux, 1531; Racicot vs Brunet, 1530; St. Cyr vs Boyer, 1529; Vigneau vs Arseneau, 1530.

ADVERTISERS :— Notice to :—Respecting notices, &c 1519.

ASSOCIATION, INSURANCE OR SOCIETY :— Mutual Fire Insurance Company of the parish of Saint Roch des Aulnaies, 1529; La Manufacture d'Ouvertures de Saint-Louis de Lévis, 1522.

PRIVATE BILLS, P. Q. :— Notices respecting the :—Legislative Assembly, 1527; Legislative Council, 1526.

COMPANY AUTHORIZED TO DO BUSINESS :— Acadia Fire Insurance Company, 1541.

CANONICAL DECREE :— Parish of Saint Jean Berchmans, 1531.

INSOLVENTS :— Bousquet, 1542; Lebrun, 1541; Lefebvre & Co, 1541; Marchand (Dme), 1542; Parnas, 1542; Quevillon, 1532.

LETTERS PATENT :— Canadian Pulpwood Coy, 1523; Saint Lawrence Stevedoring Coy, 1524; The Beaurivage Lumber Coy, 1524; The Montcalm Construction Coy, 1522; The Prospect Hill Gold Mining Coy, 1524.

SCHOOL MUNICIPALITIES :— Change of name :—Municipality of the town Emard, 1541; Municipality of the town of Montcalm, 1541.

APPOINTMENTS :— School commissioners :—Labelle, county of Ottawa, 1540.

King's Counsel :—Montreal section, 1519.

Coroner :—District of Terrebonne, 1520.

Commissioners court :—Parish of Sainte-Adèle, 1519.

Valuators :—Municipality of the village of Saint-Moise, 1520; Municipality of Saint-Fabien-Panet, 1520.

Clerks, circuit court :—L'Islet, 1541; Stanstead, 1540.

Justices of the peace :—Terbonne, 1541; Montreal, 1540.

Revenue collectors :—District of Lake Saint John West, 1540; Montreal, 1540.

Joint collectors of succession duties :—District of Montreal, 1540.

Recorder :—City of Hull, 1541.

NOTARIAL MINUTES APPLICATION FOR TRANSFER :— Jos. R. L. Lemieux, 1525.

PROCLAMATIONS :— Parliament convoked, 1522; An Act respecting Police Magistrates, 1521; Parish of Sainte-Cécile, 1520.

RULE OF COURT :— Yvon vs Messier, 1533.

RESOLUTION :— Municipal conseil of the county of Bellechasse, 1531.

SALES BY LICITATION :— Ouellet vs Viel et al, 1533; Prévost vs Prévost et al, 1542.

VENTES PAR LES SHÉRIFS :

ARTHABASKA : —Major vs Nault, 1534.

BEAUCÉ : —Fortier & Cie, faillis, 1534.

CHICOUTIMI : —Chaballe, failli, 1535.

IBERVILLE : —Trahan vs Langelier, 1536.

MONTREAL : —Crawford vs Dme Hay et vir, 1537 ;
Mansell vs Dwyer, 1536.

PONTIAC : —Bellehumeur vs Bélanger, 1537.

RIMOUSKI : —Chouinard vs Lauzier, 1538.

SAINT-HYACINTHE : —Martel vs Denis, 1539.

SHERIFFS' SALES :

ARTHABASKA : —Major vs Nault, 1534.

BEAUCÉ : —Fortier & Cie, insolvents, 1534.

CHICOUTIMI : —Chaballe, insolvent, 1535.

IBERVILLE : —Trahan vs Langelier, 1536.

MONTREAL : —Crawford vs Dme Hay et vir, 1537 ;
Mansell vs Dwyer, 1536.

PONTIAC : —Bellehumeur vs Bélanger, 1537.

RIMOUSKI : —Chouinard vs Lauzier, 1538.

SAINT HYACINTH : —Martel vs Denis, 1539.

